

Comptes consolidés

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>(en millions d'euros, sauf indications contraires)</i>		Exercices clos le 31 décembre		
	Notes	2001	2000	1999
Chiffre d'affaires	3	13 698	12 216	10 528
Coût des biens vendus		(9 258)	(7 980)	(6 823)
Frais administratifs et commerciaux		(1 578)	(1 644)	(1 483)
Résultat brut d'exploitation		2 862	2 592	2 222
Dotations aux amortissements des immobilisations	3	(928)	(788)	(678)
Quote-part dans le résultat d'exploitation courant des entreprises mises en équivalence	5	131	101	86
Résultat d'exploitation courant	3	2 065	1 905	1 630
Plus- (moins-) values de cession	6	275	272	182
Autres produits (charges)	7	(169)	(250)	(105)
Résultat d'exploitation	3	2 171	1 927	1 707
Frais financiers nets	8	(595)	(489)	(337)
Résultat avant impôts, amortissement des écarts d'acquisition et intérêts minoritaires		1 576	1 438	1 370
Impôts	9	(414)	(379)	(389)
Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition et intérêts minoritaires		1 162	1 059	981
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	11	(142)	(120)	(108)
Intérêts minoritaires	20	(270)	(213)	(259)
Résultat net part du groupe		750	726	614
Résultat par action (euros)	10	5,97	6,78	6,19
Résultat dilué par action (euros)	10	5,85	6,69	6,12
Nombre moyen d'actions (milliers)	10	125 616	107 098	99 255

Le compte de résultat pro forma incluant Blue Circle Industries Plc rétroactivement au 1^{er} janvier 2000 est présenté en note 4.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>		Exercices clos le 31 décembre		
	Notes	2001	2000	1999
Écarts d'acquisition	11	4 974	2 820	3 157
Immobilisations incorporelles	11	3 225	1 127	1 079
Immobilisations corporelles	12	13 353	8 882	7 904
Titres mis en équivalence	13	439	420	333
Autres titres de participation	14	671	1 716	413
Prêts et autres débiteurs à long terme	15	900	489	384
Actif immobilisé		23 562	15 454	13 270
Stocks et travaux en cours	16	1 776	1 309	1 237
Clients et comptes rattachés	17	2 230	1 495	1 908
Autres créances		1 133	899	760
Trésorerie	18	1 201	1 740	1 061
Actif circulant		6 340	5 443	4 966
TOTAL de l'actif	3	29 902	20 897	18 236

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>		Exercices clos le 31 décembre		
	Notes	2001	2000	1999
Capital	19	521	429	400
Primes		4 324	3 028	2 459
Réserves et résultat consolidés		3 389	2 910	3 180
Écarts de conversion		(352)	(324)	(188)
Capitaux propres part du groupe		7 882	6 043	5 851
Intérêts minoritaires	20	2 551	1 707	1 598
Autres fonds propres	21	163	162	439
Fonds propres de l'ensemble consolidé		10 596	7 912	7 888
Impôts différés	9	937	810	13
Provisions pour risques et charges	22	1 688	1 228	1 168
Dettes financières à long terme	23	11 041	7 490	5 520
Fournisseurs et comptes rattachés		1 467	1 114	1 041
Autres créditeurs		2 310	1 457	1 655
Part à court terme de la dette à long terme	23	1 350	579	655
Concours bancaires courants	23	513	307	296
Dettes à court terme		5 640	3 457	3 647
TOTAL du passif		29 902	20 897	18 236

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>(en millions d'euros)</i>		Exercices clos le 31 décembre		
	NOTES	2001	2000	1999
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION				
Résultat net part du groupe		750	726	614
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations d'exploitation :</i>				
Intérêts minoritaires	20	270	213	259
Amortissement et dépréciation des écarts d'acquisition		1 070	908	786
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		0	(35)	(37)
Plus- et (moins-) values de cession (hors celles des entreprises mises en équivalence)		(274)	(272)	(174)
Impôts différés et provisions fiscales		(59)	31	24
Divers		(89)	5	23
Variation du besoin en fonds de roulement liée aux opérations d'exploitation (voir analyse ci-dessous)		174	(92)	(217)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation		1 842	1 484	1 278
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT				
Investissements industriels	3	(1 455)	(1 307)	(1 141)
Acquisitions de titres d'entreprises consolidées (1) (*)		(4 537)	(584)	(859)
Acquisitions de titres d'entreprises non consolidées		(81)	(1 484)	(147)
Cessions d'actifs (2)		1 537	991	569
Augmentation (Diminution) nette des prêts et autres débiteurs à long terme		(144)	(33)	(24)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(4 680)	(2 417)	(1 602)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT				
Augmentations de capital		1 513	322	213
Acquisitions (Cessions) en numéraire d'autocontrôle		-	(38)	381
Augmentation (Diminution) des autres fonds propres		2	7	292
Dividendes versés (y compris ceux versés aux minoritaires des filiales)		(337)	(275)	(280)
Augmentation de la dette à long terme		5 596	2 802	748
Remboursement de la dette à long terme		(4 746)	(1 146)	(737)
Augmentation (Diminution) de la dette à court terme		282	(70)	(286)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		2 310	1 602	331
Variation de trésorerie		(528)	669	7
Incidence des variations de cours des devises sur la trésorerie		(12)	10	84
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice		1 740	1 061	970
Trésorerie à la clôture de l'exercice		1 200	1 740	1 061
<i>(1) Dont trésorerie des entreprises acquises</i>		<i>256</i>	<i>34</i>	<i>13</i>
<i>(2) Dont trésorerie des entreprises cédées</i>		<i>2</i>	<i>179</i>	<i>23</i>
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement				
(Augmentation) Diminution des stocks		35	307	(263)
(Augmentation) Diminution des clients et comptes rattachés		85	(102)	(27)
(Augmentation) Diminution des autres créances		(50)	(107)	(31)
Augmentation (Diminution) des fournisseurs et comptes rattachés		(46)	62	87
Augmentation (Diminution) des autres dettes		150	(252)	17
Sorties de trésorerie de l'exercice concernant :				
Intérêts payés		503	495	332
Impôts sur les bénéfices payés		234	458	318

(*) Dont acquisition de Blue Circle Industries Plc (3 804)

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE

	Actions en circulation	Actions d'auto-contrôle	Capital	Primes	Réserves	Écarts de conversion	Capitaux propres Part du groupe
	<i>(en nombre d'actions)</i>		<i>(en millions d'euros)</i>				
Solde au 1^{er} janvier 1999	102 787 006	5 707 826	392	2 313	2 428	(444)	4 689
Résultat net de l'exercice					613	1	614
Dividendes versés					(183)		(183)
Augmentation de capital réservée aux salariés	493 954		2	29			31
Augmentation de capital (plan de réinvestissement des dividendes)	1 324 857		5	101			106
Exercice de stock options	372 389		1	16			17
Actions d'autocontrôle		(4 188 641)			322		322
Variations des écarts de conversion						255	255
Solde au 31 décembre 1999	104 978 206	1 519 185	400	2 459	3 180	(188)	5 851
Impact cumulé du changement de méthode de calcul des impôts différés					(759)		(759)
Résultat net de l'exercice					731	(5)	726
Dividendes versés					(215)		(215)
Augmentation de capital (plan de réinvestissement des dividendes)	365 771		2	28			30
Augmentation de capital	3 180 000		12	274			286
Exercice de stock options	154 818		1	7			8
Exercice de bons de souscription d'actions	3 763 140		14	260			274
Actions d'autocontrôle		318 655			(37)		(37)
Écart d'acquisition des filiales cédées antérieurement imputé sur les réserves					10		10
Variations des écarts de conversion						(131)	(131)
Solde au 31 décembre 2000	112 441 935	1 837 840	429	3 028	2 910	(324)	6 043
Résultat net de l'exercice					752	(2)	750
Dividendes versés					(273)		(273)
Augmentation de capital (conversion de droits de souscription)	14 110 592		54	1 059			1 113
Augmentation de capital (plan de réinvestissement des dividendes)	1 125 007		5	103			108
Exercice de stock options	369 455		1	16			17
Exercice de bons de souscription d'actions	2 098 811		8	142			150
Actions d'autocontrôle		26 532					
Variations des écarts de conversion			24	(24)		(26)	(26)
Solde au 31 décembre 2001	130 145 800	1 864 372	521	4 324	3 389	(352)	7 882

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1 DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Les termes "Lafarge S.A." et "la société mère", utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes "groupe" ou "Lafarge" font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et de ses filiales consolidées.

Le groupe, dont le siège social est situé en France, est spécialisé dans la production de matériaux pour le secteur de la construction. Il est présent sur l'ensemble du marché mondial. Au 31 décembre 2001, le groupe opère, pour des clients des secteurs privé et public, dans les domaines d'activité suivants : Ciment, Granulats et Béton, Toiture, Plâtre. Jusqu'au 31 décembre 2000, il gérait également une activité dans le domaine des Matériaux de Spécialités (voir note 3).

Lafarge est coté sur le Premier Marché d'Euronext Paris S.A. et, depuis le 23 juillet 2001, sur le New York Stock Exchange.

2 SYNTHÈSE DES PRINCIPALES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

(a) Principes comptables

Les comptes consolidés du groupe sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France.

Dans certains cas, les principes et méthodes comptables du groupe diffèrent de ceux en vigueur aux États-Unis (US GAAP). Une description des principales divergences est présentée en note 29.

Le groupe a appliqué, à partir du 1^{er} janvier 2000, le nouveau règlement du Comité de la Réglementation Comptable CRC n° 99-02 relatif aux comptes consolidés. Ce règlement impose l'application de la méthode du report variable et l'utilisation de la conception étendue pour évaluer les impôts différés. L'impact cumulé du changement de méthode comptable relatif aux impôts différés est présenté en note 9.

(b) Règles de consolidation

Exception faite des entreprises non consolidées pour des raisons pratiques, qui dans leur ensemble sont non significatives, les sociétés dans lesquelles Lafarge détient plus de 50 % des droits de vote ou exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les sociétés dans lesquelles Lafarge exerce un contrôle conjoint avec un autre groupe sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles Lafarge exerce une influence notable, présumée lorsque la participation du groupe est supérieure à 20 %, sont consolidées par mise en équivalence.

Les autres participations ne sont pas consolidées et sont comptabilisées selon la méthode du coût historique.

Les résultats des sociétés acquises (cédées) au cours de l'exercice ne sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé du groupe qu'à compter de (jusqu'à) la date de transfert du contrôle.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement et dans la limite du pourcentage de détention pour les entreprises en intégration proportionnelle.

(c) Estimations de la direction

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux principes comptables généralement admis en France, implique que la direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, tels que les amortissements et les provisions, sur l'information financière relative aux actifs et passifs éventuels à la date d'arrêt des comptes consolidés et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

(d) Conversion des états financiers libellés en monnaies étrangères

La monnaie de fonctionnement des filiales étrangères du groupe est la monnaie locale en vigueur à l'exception des entreprises opérant dans des pays à forte inflation. Les comptes des sociétés incluses dans la zone euro sont convertis en euro à partir des taux de change officiels établis au 1^{er} janvier 1999.

Les comptes des sociétés hors zone euro sont convertis, pour le bilan, au taux de clôture de l'exercice et, pour le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie consolidés, au taux de change moyen annuel. Les écarts de conversion sont inscrits en capitaux propres.

Pour les sociétés opérant dans des pays à forte inflation, les

immobilisations, les titres de participation, les stocks ainsi que leur contrepartie au compte de résultat, sont maintenus à leur valeur d'origine non réévaluée et sont convertis selon la méthode du cours historique en dollar américain considéré par le groupe comme la monnaie de fonctionnement dans ces pays. Les charges et produits sont convertis en dollar américain au taux moyen du mois de la transaction. Les gains et pertes de change sont inscrits au compte de résultat. Le groupe définit la forte inflation à partir de critères économiques tels que le taux d'inflation et les variations des cours des devises étrangères et évalue ces critères en fonction de l'exposition de l'activité de ses filiales à ceux-ci.

Les taux de conversion des principales devises utilisées sont les suivants :

En unité d'euro	2001		2000		1999	
	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture
Real brésilien (BRL)	0,4745	0,4866	0,5908	0,5508	0,5153	0,5545
Dollar canadien (CAD)	0,7209	0,7128	0,7286	0,7170	0,6307	0,6846
Peso chilien (CLP)	0,0018	0,0017	0,0020	0,0019	0,0018	0,0019
Yuan chinois (CNY)	0,1349	0,1371	0,1307	0,1298	0,1132	0,1202
Livre égyptienne (EGP)	0,2768	0,2469	0,3040	0,2854	0,2740	0,2907
Livre britannique (GBP)	1,6081	1,6434	1,6405	1,6023	1,5171	1,6085
Dirham marocain (MAD)	0,1000	0,0976	0,1019	0,1014	0,0956	0,0987
Ringitt malais (MYR)	0,2937	0,2986	0,2847	0,2828	0,0820	0,0900
Naira nigérian (NGN)	0,0096	0,0101	0,0103	0,0097	0,0103	0,0099
Peso philippin (PHP)	0,0219	0,0220	0,0244	0,0215	0,0239	0,0246
Zloty polonais (PLN)	0,2725	0,2861	0,2495	0,2598	0,2366	0,2405
Dollar américain (USD)	1,1165	1,1347	1,0820	1,0747	0,9374	0,9954
Rand sud-africain (ZAR)	0,1296	0,0959	0,1557	0,1422	0,1532	0,1616

(e) Regroupements d'entreprises, écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles

Depuis le 1^{er} janvier 1989, tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs et passifs des sociétés acquis par le groupe à leur juste valeur. La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale à la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. Avant le 1^{er} janvier 1989, les écarts d'acquisitions positifs et négatifs étaient imputés sur les capitaux propres.

Lorsque le groupe prend le contrôle d'une entreprise en une seule opération, la part des actifs et des passifs revenant aux minoritaires est également comptabilisée à sa juste valeur.

Lorsque le groupe acquiert ultérieurement des actifs et des passifs auprès des minoritaires, aucun ajustement complémentaire lié à la réévaluation à la juste valeur de ceux-ci n'est comptabilisé.

Le groupe se donne un délai d'un an pour finaliser l'analyse des écarts de première consolidation.

Au-delà de ce délai, les provisions pour risques et charges enregistrées lors de la première consolidation qui se révéleraient excédentaires sont reprises en contrepartie de l'écart d'acquisition.

Des immobilisations incorporelles non amortissables, telles que les positions commerciales et les marques, sont comptabilisées lors de l'affectation du prix d'acquisition dans la mesure où elles peuvent être déterminées selon une méthode d'évaluation suffisamment précise et objective basée sur une rentabilité moyenne, l'évolution de leur valeur dans le temps étant suivie selon le même critère.

Le groupe amortit linéairement ses écarts d'acquisition sur une durée d'utilité estimée n'excédant pas 40 ans.

Les écarts d'acquisition négatifs sont amortis de façon systématique sur une durée qui reflète les estimations des résultats de l'entreprise acquise au moment de l'acquisition.

(f) Comptabilisation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé représente la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité et après élimination des ventes intra-groupe.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date du transfert de propriété des produits.

(g) Autres produits et charges

Les autres produits et charges sont liés à l'activité et comprennent notamment les charges nettes de restructuration, les provisions pour litiges et d'autres éléments non récurrents.

(h) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent d'une part des éléments amortissables, tels que les brevets, les concessions, et les droits au bail, qui sont amortis par annuités constantes sur des durées n'excédant pas leur durée de vie estimée et, d'autre part, des éléments non amortissables, tels que les positions commerciales et les marques.

(i) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon la méthode du coût historique.

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les critères d'évaluation des contrats de location sont fondés sur :

- le rapport entre la durée d'utilité des actifs loués et leur durée de vie,
- le total des paiements futurs rapporté à la juste valeur de l'actif financé,
- l'existence d'un transfert de propriété,
- ou l'existence d'une option d'achat favorable.

Les intérêts courus pendant la période de construction sur les emprunts directement liés au financement des investissements importants sont considérés comme un élément du coût d'acquisition.

Les méthodes d'amortissement des immobilisations corporelles sont les suivantes :

- les terrains de carrières sont amortis en fonction des tonnages extraits pendant l'exercice rapportés à la capacité d'extraction totale estimée de la carrière sur sa durée d'exploitation,
- les autres terrains ne sont pas amortis,
- les bâtiments sont amortis linéairement sur leur durée de vie estimée allant de 20 ans pour les bâtiments industriels jusqu'à 50 ans pour les bâtiments administratifs ou d'habitation,
- les matériels, équipements et installations sont amortis linéairement sur leur durée de vie estimée allant de 8 à 20 ans.

(j) Autres titres de participation

Les autres titres de participation sont composés de titres de sociétés non consolidées et d'actions de sociétés cotées considérées comme des placements à long terme. Ces titres sont évalués individuellement pour le montant le plus faible entre leur coût historique et leur valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité.

(k) Dépréciation des valeurs immobilisées

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable de certaines valeurs immobilisées, auxquelles s'ajoute l'écart d'acquisition associé, est susceptible de ne pas être recouvrable, cette valeur est comparée aux flux de trésorerie estimés futurs (non actualisés) attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle. Si la somme des flux de trésorerie attendus est inférieure à la valeur comptable de ces actifs, cette dernière est ramenée à sa juste valeur, estimée à partir de la valeur actuelle des flux de trésorerie attendus.

(l) Stocks

Les stocks sont évalués au prix moyen pondéré ou à la valeur nette de réalisation si elle est inférieure.

(m) Trésorerie

La trésorerie se décompose en soldes bancaires et en placements offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à 3 mois lors de leur acquisition.

(n) Instruments financiers

Le groupe détient des instruments financiers dérivés uniquement dans un but de couverture, afin de réduire son exposition aux risques de taux d'intérêt et de change sur ses engagements fermes ou hautement probables.

Des contrats de change à terme et des swaps de devises étrangères sont utilisés pour couvrir l'exposition aux risques de change. Pour les engagements fermes, les gains et les pertes latents sur ces instruments financiers sont inclus dans la valeur nette comptable de l'actif ou du passif couvert. Les primes associées à ces contrats sont amorties sur la durée de la couverture.

Le groupe utilise également des swaps de taux pour gérer son exposition aux risques de taux. L'objectif de ces swaps est de convertir des instruments financiers soit de taux fixe à taux variable, soit de taux variable à taux fixe. La différence entre les intérêts à payer et les intérêts à recevoir est enregistrée en charges ou en produits financiers.

(o) Régimes de retraite, indemnités de départ à la retraite et autres avantages du personnel postérieurs à l'emploi

Le groupe offre des avantages à ses salariés en matière de retraites et d'indemnités de cessation de service et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, notamment des prestations d'assistance médicale. Les avantages offerts sont fournis en fonction des obligations légales locales et de la politique de chaque filiale en la matière.

Les indemnités de cessation de service sont, en règle générale, des indemnités forfaitaires calculées en fonction du nombre d'années de service du salarié et de son salaire annuel au moment de son départ à la retraite, de son départ volontaire ou de son licenciement.

Les prestations des régimes de retraites sont généralement déterminées en fonction des années de service du salarié et de l'estimation de son salaire au moment de son départ à la retraite. La plupart des engagements au titre des prestations de retraite sont financés au travers de fonds, constituant des entités légales séparées, ou de contrats d'assurance.

Les actifs du régime de ces fonds sont principalement investis en titres de capitaux propres et en titres de créances. Les prestations liées à des engagements non financés au travers de fonds indépendants ou de contrats d'assurance sont payées par le groupe à leur échéance.

Régimes de retraite à prestations définies et indemnités de départ

Les estimations des obligations du groupe au titre des régimes à prestations définies et des indemnités de départ sont généralement calculées annuellement par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de la durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés. Les actifs détenus au travers de fonds sont comptabilisés à la juste valeur.

Le groupe comptabilise une provision pour retraite ou une charge de retraite payée d'avance sur la base des montants déterminés ci-dessus.

Dans certaines filiales, les écarts actuariels résultant des changements d'hypothèses actuarielles et des modifications de régime sont pris en résultat sur la durée de service des salariés.

Avantages postérieurs à l'emploi autres que les retraites

Certaines filiales offrent une assistance médicale et une assurance à certains de leurs retraités et de leurs proches. Le coût de ces avantages est déterminé par calcul actuariel et comptabilisé en résultat sur la durée de service des salariés.

Le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer aux régimes à cotisations définies lorsqu'elles sont encourues.

(p) Provisions pour restructuration

Une provision pour coûts de restructuration est constituée lorsque la direction décide la fermeture d'installations ou de procéder à des réductions d'effectif. Ces coûts peuvent notamment inclure une estimation des coûts de fermeture de ces installations et de licenciement du personnel.

En cas d'acquisition, certains coûts de restructuration chez l'acquéreur, engagés pour réduire la capacité faisant double emploi du fait de l'acquisition, peuvent être considérés comme relatifs à l'acquisition et inclus dans le coût des titres.

(q) Provisions pour réaménagement des sites

Lorsqu'une obligation légale ou contractuelle rend nécessaire le réaménagement des terrains de carrières, une provision pour frais de remise en état est constituée, étalée sur la durée d'exploitation de la carrière en fonction du niveau de production. La provision est évaluée par site et calculée à partir de la valeur actuelle des coûts attendus des travaux de réaménagement.

(r) Provisions pour garanties

Le groupe a comme politique d'offrir une garantie trentenaire pour les matériaux de Toiture. Ces coûts de garantie non actualisés sont provisionnés lors de la comptabilisation de la vente.

(s) Provisions pour risque environnemental

Lorsque le groupe estime qu'un risque environnemental peut exister, il comptabilise une provision correspondant aux coûts futurs estimés sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles. Les coûts engagés pour limiter ou prévenir des risques environnementaux et qui engendrent des avantages économiques futurs, tels que l'allongement des durées de vie des immobilisations, l'accroissement de la capacité de production et l'amélioration du niveau de sécurité sont immobilisés. Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges lors de leur réalisation.

(t) Impôts différés

A compter du 1^{er} janvier 2000, les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales (déficits fiscaux inclus). Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne sont portés à l'actif du bilan que si leur récupération est probable.

Avant le 1^{er} janvier 2000, les provisions pour impôts différés étaient constituées selon la méthode partielle qui ne prenait en compte que les décalages dans le temps entre le bénéfice net comptable ajusté des filiales consolidées et le résultat net imposable. Un ajustement cumulé a été constaté lors de l'adoption du nouveau principe comptable et l'impact de ce changement est présenté dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés (note 9).

(u) Recherche et développement

Le groupe a pour ambition d'améliorer ses processus de fabrication, de maintenir la qualité de ses produits et de répondre aux besoins présents et futurs de sa clientèle. Pour atteindre ces objectifs, il a instauré un certain nombre de programmes de recherche et développement. Les frais de recherche et de développement du groupe sont comptabilisés en charges pour un montant de 53 millions d'euros en 2001, de 43 millions d'euros en 2000 et de 37 millions d'euros en 1999.

(v) Nouvelles règles comptables

En décembre 2000, le Comité de la Réglementation Comptable a publié le règlement CRC n° 2000-06 relatif aux passifs, applicable obligatoirement aux entreprises industrielles et commerciales pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2002. Ce règlement définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

L'application de ce nouveau règlement CRC n° 2000-06 n'a pas été anticipée dans les comptes consolidés du groupe. Elle ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les capitaux propres.

3 INFORMATION SECTORIELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ET ZONE GÉOGRAPHIQUE

Un secteur d'activité est un sous-ensemble d'une entreprise pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la direction de l'entreprise, en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance économique.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, l'activité du groupe comprend quatre branches d'activité (Ciment, Granulats et Béton, Toiture, Plâtre) qui sont organisées en entités opérationnelles stratégiques gérées séparément, ayant chacune leurs propres besoins en capitaux et leur propre stratégie marketing. Jusqu'au 31 décembre 2000, le groupe avait également une branche d'activité Matériaux de Spécialités qui produisait une large variété de matériaux utilisés dans le secteur de la construction. Les intérêts minoritaires conservés par le groupe dans cette activité sont désormais présentés sous la rubrique "Autres". Chaque entité opérationnelle est gérée séparément car chaque activité exploite, fabrique et vend des produits spécifiques.

La direction évalue la performance des unités à partir du résultat d'exploitation courant (défini comme le résultat d'exploitation avant plus et moins values de cession et autres produits et charges) et des capitaux investis (définis comme la somme des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles, des titres mis en équivalence et du besoin en fonds de roulement) tels que présentés dans l'information sectorielle.

La branche Ciment produit et vend une large gamme de ciments et de liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction.

La branche Granulats et Béton produit et vend des granulats pour la construction, du béton prêt à l'emploi et autres produits dérivés du béton.

Les principales activités de la branche Toiture sont les tuiles, les accessoires pour toitures et les conduits de cheminées.

La branche Plâtre fabrique et vend des doublages et habillages muraux pour les secteurs de la construction à usage commercial et d'habitation.

Les principes comptables retenus pour la détermination des résultats des différents secteurs sont identiques à ceux qui sont présentés à la note 2.

(a) Information sectorielle par secteur d'activité

<i>(en millions d'euros)</i>	Ciment	Granulats et Béton	Toiture	Plâtre	Matériaux de spécialités	Autres	Total
2001							
Chiffre d'affaires brut	6 476	4 824	1 585	1 064	-	243	14 192
Moins : inter-branche	(481)	(18)	0	8	-	(3)	(494)
Chiffre d'affaires net	5 995	4 806	1 585	1 072	-	240	13 698
Dotation aux amortissements des immobilisations	(511)	(214)	(118)	(66)	-	(19)	(928)
Résultat d'exploitation courant	1 507	381	142	9	-	26	2 065
Résultat d'exploitation	1 466	419	90	0	-	196	2 171
Titres mis en équivalence	250	20	51	50	-	68	439
Capitaux investis	14 825	4 058	2 677	1 279	-	514	23 353
Total de l'actif	17 416	5 798	3 182	1 554	-	1 952	29 902
Investissements industriels	894	288	131	117	-	25	1 455
2000							
Chiffre d'affaires brut	4 798	3 741	1 685	1 006	1 408	8	12 646
Moins : inter-branche	(378)	(16)	(1)	(6)	(21)	(8)	(430)
Chiffre d'affaires net	4 420	3 725	1 684	1 000	1 387	0	12 216
Dotation aux amortissements des immobilisations	(385)	(181)	(116)	(55)	(44)	(7)	(788)
Résultat d'exploitation courant	1 167	309	219	60	150	-	1 905
Résultat d'exploitation	1 146	313	163	54	138	113	1 927
Titres mis en équivalence	211	17	46	40	107	(1)	420
Capitaux investis	6 789	3 235	2 848	1 166	*294	50	14 382
Total de l'actif	9 242	4 767	3 325	1 426	*722	1 415	20 897
Investissements industriels	559	265	145	229	81	28	1 307
1999							
Chiffre d'affaires brut	3 955	3 219	1 627	859	1 228	24	10 912
Moins : inter-branche	(320)	(17)	(6)	(4)	(21)	(16)	(384)
Chiffre d'affaires net	3 635	3 202	1 621	855	1 207	8	10 528
Dotation aux amortissements des immobilisations	(321)	(166)	(101)	(44)	(40)	(6)	(678)
Résultat d'exploitation courant	908	249	232	127	122	(8)	1 630
Résultat d'exploitation	882	244	220	117	106	138	1 707
Titres mis en équivalence	190	19	44	25	56	(1)	333
Capitaux investis	6 476	2 628	2 808	979	873	(82)	13 682
Total de l'actif	8 156	3 564	3 263	1 258	1 213	782	18 236
Investissements industriels	622	203	155	96	49	16	1 141

(*) Ces montants excluent la partie des activités de la branche Matériaux de Spécialités qui a été cédée le 28 décembre 2000.

(b) Information sectorielle par zone géographique

<i>(en millions d'euros)</i>	2001			2000			1999		
	Chiffre d'affaires	Immobilisations corporelles	Capitaux investis	Chiffre d'affaires	Immobilisations corporelles	Capitaux investis	Chiffre d'affaires	Immobilisations corporelles	Capitaux investis
Europe occidentale	5 490	4 814	9 945	5 717	3 510	6 159	5 498	3 525	6 638
<i>dont :</i>									
France	1 945	1 113	1 399	2 367	1 130	1 479	2 260	1 202	1 798
Allemagne	747	944	1 770	962	974	2 046	1 076	841	2 000
Espagne	592	355	833	599	342	959	486	357	965
Grande-Bretagne	1 140	1 229	3 265	852	562	604	739	595	719
Amérique du nord	4 431	3 598	5 241	3 292	2 356	3 349	2 761	1 710	2 621
<i>dont :</i>									
États-Unis	2 898	2 785	3 926	2 307	1 533	2 030	1 993	1 131	1 715
Canada	1 533	813	1 315	985	823	1 319	768	579	906
Bassin méditerranéen	637	850	1 310	666	746	1 211	524	670	1 070
Europe centrale et de l'est	514	623	1 016	501	522	868	359	461	767
Amérique latine	760	650	1 292	761	450	829	517	420	791
Afrique	765	716	1 084	525	239	406	499	258	421
Asie/Pacifique	1 101	2 102	3 465	754	1 059	1 560	370	860	1 374
Total	13 698	13 353	23 353	12 216	*8 882	*14 382	10 528	7 904	13 682

(*) Ces montants excluent la partie des activités de la branche Matériaux de Spécialités qui a été cédée le 28 décembre 2000.

4 INFORMATIONS PRO FORMA SUR LE RÉSULTAT

Les comptes de résultat consolidés pro forma non audités présentés ci-après ont pour objet de présenter les résultats 2000 et 2001 du groupe comme si l'acquisition de Blue Circle Industries Plc (cf. note 11-c) et la cession de la majorité de la branche Matériaux de Spécialités avaient effectivement été réalisées au début de chacune des périodes présentées. Ces données pro forma ne traduisent pas nécessairement la réalité historique et ne sont fournies qu'à titre d'information. Elles ne représentent pas les résultats qui auraient été réellement obtenus dans les comptes consolidés si ces opérations étaient intervenues dès le 1^{er} janvier 2000. Elles ne peuvent pas non plus être utilisées pour présumer de l'évolution future des résultats consolidés du groupe. Les autres variations de périmètre intervenues en 2000 et 2001 n'ont pas d'incidences significatives sur ces comptes de résultat pro forma.

Compte de résultat consolidé pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2001 et le 31 décembre 2000

<i>(en millions d'euros)</i>	pro forma 2001 (1)	pro forma 2000 (1)
Chiffre d'affaires	15 436	14 304
Dotations aux amortissements des immobilisations	(1 056)	(1 012)
Quote-part dans le résultat d'exploitation courant des entreprises mises en équivalence	130	155
Résultat d'exploitation courant	2 313	2 387
Plus- (moins-) values de cession/Autres	96	13
Frais financiers nets	(803)	(744)
Impôts	(443)	(469)
Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition et intérêts minoritaires	1 163	1 187
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(169)	(160)
Intérêts minoritaires	(280)	(252)
Résultat net part du groupe	714	775
Résultat par action (euros)	5,60	6,12
Résultat dilué par action (euros)	5,46	5,96

(1) Informations non auditées

Ces comptes de résultat pro forma non audités ont été préparés à partir des comptes consolidés historiques de Lafarge et de Blue Circle Industries Plc. Ces comptes historiques ont fait l'objet d'ajustements significatifs (présentés dans la colonne "ajustements pro forma") afin de tenir compte notamment des frais ou économies de frais financiers entraînés par ces opérations, des variations de périmètre intervenues dans le sous-groupe BCI (notamment acquisition en Grèce de Héraclès / Halkis en avril 2000, cession d'Aalborg en juillet

2000, acquisition en Égypte d'APCC en janvier 2000, augmentation du pourcentage de détention en avril 2000 dans les sociétés nigériennes Wapco et Ashaka, acquisition de minoritaires chez RCC aux Philippines en septembre 2001, cession d'actifs en Amérique du Nord dans le courant du deuxième semestre 2001, programmes significatifs de désinvestissements dans l'immobilier au Royaume-Uni en 2000 et 2001), de l'amortissement de l'écart d'acquisition ainsi que des retraitements et reclassements d'homogénéisation nécessaires.

Formation du compte de résultat consolidé pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2001

(en millions d'euros)	Lafarge historique 2001	BCI historique 1 ^{er} semestre 2001 ⁽¹⁾	Ajustements pro forma ⁽¹⁾	Total Pro forma 2001 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	13 698	1 929	(191)	15 436
Dotation aux amortissements des immobilisations	(928)	(134)	6	(1 056)
Quote-part dans le résultat d'exploitation courant des entreprises mises en équivalence	131	8	(9)	130
Résultat d'exploitation courant	2 065	291	(43)	2 313
Plus- (moins-) values de cession / Autres	106	0	(10)	96
Frais financiers nets	(595)	(119)	(89)	(803)
Impôts	(414)	(50)	21	(443)
Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition et intérêts minoritaires	1 162	122	(121)	1 163
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	(142)	0	(27)	(169)
Intérêts minoritaires	(270)	(11)	1	(280)
Résultat net part du groupe	750	111	(147)	714

(1) Informations non auditées

Formation du compte de résultat consolidé pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2000

(en millions d'euros)	Lafarge historique 2000	BCI historique 2000 ⁽²⁾	Ajustements pro forma ⁽¹⁾	Impact de la cession de la majorité de la division matériaux de spécialités	Total Pro forma 2000 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	12 216	3 490	(335)	(1 067)	14 304
Dotation aux amortissements des immobilisations	(788)	(254)	(3)	33	(1 012)
Quote-part dans le résultat d'exploitation courant des entreprises mises en équivalence	101	38	(25)	41	155
Résultat d'exploitation courant	1 905	573	(7)	(84)	2 387
Plus- (moins-) values de cession / Autres	22	1	65	(75)	13
Frais financiers nets	(489)	(171)	(81)	(3)	(744)
Impôts	(379)	(148)	45	13	(469)
Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition et intérêts minoritaires	1 059	255	22	-149	1 187
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	(120)	0	(52)	12	(160)
Intérêts minoritaires	(213)	(30)	(9)	0	(252)
Résultat net part du groupe	726	225	(39)	(137)	775

(1) Informations non auditées

(2) tel que publié

5 QUOTE-PART DANS LE RÉSULTAT DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

Le tableau présenté ci-dessous présente la quote-part du groupe dans le résultat des entreprises mises en équivalence :

Exercices clos le 31 décembre			
(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Résultat d'exploitation courant	131	101	86
Plus- (moins-) values de cession	1	-	8
Autres produits (charges)	(17)	(7)	(5)
Frais financiers nets	(51)	(21)	(19)
Impôts	(46)	(23)	(19)
Résultat, après impôt, des entreprises mises en équivalence, avant amortissement des écarts d'acquisition	18	50	51

6 PLUS ET MOINS-VALUES DE CESSION

Le poste plus et moins-values de cession se décompose comme suit :

Exercices clos le 31 décembre			
(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Plus- (moins-) values de cession de titres consolidés	44	120	7
Plus- (moins-) values de cession de titres cotés	205	106	143
Plus- (moins-) values de cession d'actifs à long terme	26	46	32
Plus- (moins-) values de cession	275	272	182

7 AUTRES PRODUITS ET CHARGES

Les autres produits et charges sont composés des éléments suivants :

Exercices clos le 31 décembre			
(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Coûts de restructuration	(69)	(44)	(37)
Amortissements et provisions	(33)	(63)	(25)
Autres charges nettes	(67)	(143)	(43)
Autres produits (charges)	(169)	(250)	(105)

Le poste amortissements et provisions comprend essentiellement des amortissements exceptionnels dus à la modification de la durée de vie des immobilisations.

Au cours de l'exercice 2000, les autres charges nettes comprenaient des coûts non capitalisables liés à l'offre initiale d'achat des titres Blue Circle, pour un montant d'environ 91 millions d'euros. Ces coûts non capitalisables incluaient des honoraires non remboursables liés aux financements non utilisés, le coût de contrats à terme de devises et d'autres coûts indirects liés à l'offre d'achat des titres Blue Circle.

8 FRAIS FINANCIERS NETS

L'analyse des frais financiers nets se présente comme suit :

Exercices clos le 31 décembre			
(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Produits financiers	116	91	86
Charges financières	(647)	(556)	(425)
Produits (charges) financiers nets	(531)	(465)	(339)
Autres charges financières nettes	(64)	(24)	2
Frais financiers nets	(595)	(489)	(337)

Les charges financières s'entendent après déduction, pour un montant de 13 millions d'euros en 2001 (12 millions d'euros en 2000 et 6 millions d'euros en 1999), d'intérêts capitalisés sur les emprunts destinés au financement des unités de production pendant la période de construction.

9 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET IMPÔTS DIFFÉRÉS

La charge d'impôts sur les bénéfices de l'exercice est égale au montant payé ou restant à payer à court terme aux administrations fiscales au titre de l'exercice en fonction des règles et des taux en vigueur dans les différents pays et compte tenu du régime décrit ci-après.

Le groupe a reçu l'agrément du ministère de l'Economie et des Finances pour se placer sous le régime du bénéfice mondial consolidé (article 209 quinquies du Code général des impôts). Sous ce régime, la base fiscale imposable du groupe en France ne se limite pas à la seule société mère et aux filiales françaises, mais inclut également les filiales étrangères détenues à plus de 50 %.

Le résultat fiscal du groupe, déterminé sous le régime du bénéfice mondial consolidé, est obtenu par compensation des profits et pertes fiscaux de chaque entité (Lafarge S.A., filiales françaises et filiales étrangères détenues à plus de 50 %) calculés selon les règles fiscales françaises. Les filiales étrangères détenues à plus de 50 % paient leurs impôts localement. Ces montants payés à l'étranger sont déduits de l'impôt à payer en France dans le cadre du bénéfice mondial consolidé. Cet agrément couvre les exercices présentés dans ce rapport et a été accordé au groupe jusqu'au 31 décembre 2003.

(a) Impact du changement de méthode de comptabilisation des impôts différés

Comme mentionné dans la note 2 (t), depuis le 1^{er} janvier 2000, le groupe a changé sa méthode de comptabilisation des impôts différés passant de la méthode partielle à la méthode du report variable, conception étendue. L'impact cumulé de ce changement de méthode relatif aux exercices antérieurs au 1^{er} janvier 2000, a été comptabilisé sur l'exercice 2000 et vient réduire les capitaux propres part du groupe d'un montant de 759 millions d'euros.

(b) Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts de l'exercice s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercices clos le 31 décembre		
	2001	2000	1999
Impôts courants	413	344	382
Impôts différés	1	35	7
Impôts	414	379	389

(c) Impôts différés actifs et passifs

Les impôts différés actifs et passifs sont composés des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre		
	2001	2000	1999*
Provisions pour indemnités de départ à la retraite et autres avantages du personnel postérieurs à l'emploi	99	137	129
Immobilisations corporelles	409	99	78
Provisions et autres dettes	171	67	50
Provisions pour restructuration	23	16	15
Activation de déficits, nets	176	-	-
Impôts différés actifs	878	319	272
Immobilisations corporelles	1 509	891	829
Charges de retraite payées d'avance	169	105	75
Autres, nets	137	133	138
Impôts différés passifs	1 815	1 129	1 042
Impôts différés passifs nets	937	810	770

(*) Pro forma établi selon la méthode du report variable/conception étendue

(d) Taux effectif d'impôt

La différence entre le taux effectif d'impôt et le taux d'imposition en vigueur pour le calcul du bénéfice mondial se présente comme suit :

	Exercices clos le 31 décembre		
	2001	2000	1999
Taux d'imposition en vigueur	33,3 %	33,3 %	33,3 %
Plus-values imposées à taux réduits	-4,9 %	-5,8 %	-1,0 %
Incidence du différentiel de taux d'imposition à l'étranger	0,8 %	1,5 %	-
Changements de taux d'imposition voté en France, en Allemagne (en 2000) et au Canada (en 2001)	-1,0 %	-2,7 %	-
Incidence de l'utilisation de la méthode partielle	-	-	-2,4 %
Divers	-1,9 %	0,1 %	-1,5 %
Taux effectif d'impôt	26,3 %	26,4 %	28,4 %

10 RÉSULTATS NETS DILUÉS PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Les actions ordinaires potentielles dilutives comprennent notamment les stock options, les bons de souscription d'actions, et les obligations convertibles en actions émises par le groupe.

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les exercices clos les 31 décembre 2001, 2000, 1999 est présenté ci-dessous :

	Exercices clos le 31 décembre		
	2001	2000	1999
NUMÉRATEUR (en millions d'euros)			
Résultat net part du groupe	750	726	614
Neutralisation des frais financiers sur océanes	23	0	0
Résultat net part du groupe retraité	773	726	614
DÉNOMINATEUR (en nombre d'actions)			
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base	125 616 000	107 098 000	99 255 000
Effet dilutif des stock options	1 241 000	726 000	1 148 000
Effet dilutif des bons de souscription d'actions	100 000	777 000	-
Effet dilutif des océanes	5 118 000	-	-
Nombre total d'actions potentielles dilutives	6 459 000	1 503 000	1 148 000
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - dilué	132 075 000	108 601 000	100 403 000
Résultat de base par action (euros)	5,97	6,78	6,19
Résultat dilué par action (euros)	5,85	6,69	6,12

11 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET ÉCARTS D'ACQUISITION

(a) Analyse des variations des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Écarts d'acquisition nets au 1^{er} janvier	2 820	3 157	2 669
Amortissements	(142)	(120)	(108)
Acquisitions	2 284	309	580
Cessions	(6)	(185)	(20)
Affectation de l'écart de première consolidation	(14)	(352)	(182)
Écarts de conversion	32	11	218
Écarts d'acquisition nets au 31 décembre	4 974	2 820	3 157

L'affectation de l'écart de première consolidation correspond aux ajustements provenant de la finalisation de l'exercice d'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises.

Les écarts d'acquisition nets constatés antérieurement au 1^{er} janvier 1989 ont été imputés sur les capitaux propres. L'analyse du montant résiduel net de ces écarts d'acquisition, tel qu'il est comptabilisé au bilan, se présente comme suit :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Écarts d'acquisition nets au 1^{er} janvier	66	79	84
Amortissements	(3)	(3)	(5)
Cessions	-	(10)	-
Écarts d'acquisition nets au 31 décembre	63	66	79

(b) Immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)	Positions commerciales et marques	Autres	Total
Valeur brute au 1^{er} janvier 1999	641	270	911
Acquisitions	255	63	318
Cessions	-	(20)	(20)
Autres variations	(6)	21	15
Écarts de conversion	(13)	9	(4)
Valeur brute au 31 décembre 1999	877	343	1 220
Amortissements cumulés	-	(141)	(141)
Valeur nette comptable au 31 décembre 1999	877	202	1 079
Valeur brute au 1^{er} janvier 2000	877	343	1 220
Acquisitions	76	79	155
Cessions	(52)	(28)	(80)
Autres variations	9	(25)	(16)
Écarts de conversion	(7)	5	(2)
Valeur brute au 31 décembre 2000	903	374	1 277
Amortissements cumulés	-	(150)	(150)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2000	903	224	1 127
Valeur brute au 1^{er} janvier 2001	903	374	1 277
Acquisitions	2 070	100	2 170
Cessions	(1)	(24)	(25)
Autres variations	(13)	32	19
Écarts de conversion	(10)	4	(6)
Valeur brute au 31 décembre 2001	2 949	486	3 435
Amortissements cumulés	-	(210)	(210)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2001	2 949	276	3 225

(c) Acquisitions

Acquisition de Blue Circle Industries Plc

Conformément à l'accord entre le groupe et le Conseil d'administration de Blue Circle Industries Plc (BCI) du 8 janvier 2001, approuvé par les actionnaires de BCI le 19 février 2001, et après obtention des autorisations par les autorités de la concurrence en Europe et en Amérique du Nord, le groupe achevait le 11 juillet 2001 l'acquisition de Blue Circle Industries Plc, producteur international de ciment et autres matériaux de construction, domicilié et coté au Royaume-Uni.

Le groupe a initié l'opération d'acquisition en 2000, et a acquis environ 20 % des actions ordinaires de Blue Circle, en avril 2000, au cours d'une première offre d'achat, rejetée par les actionnaires de BCI. Simultanément, la Dresdner Bank (Dresdner) acquérait environ 10 % des actions ordinaires de BCI. Conformément à un accord contractuel entre le groupe et Dresdner, les bénéfices dégagés sur la cession par cette dernière de sa participation dans le capital de BCI devaient être partagés entre Dresdner et le groupe.

Le coût global de l'acquisition de BCI s'élève à 5 280 millions d'euros. Il comprend principalement :

- les titres acquis en 2000 pour 1 022 millions d'euros
- les titres acquis en 2001 pour 3 804 millions d'euros (net de la trésorerie acquise)
- la trésorerie acquise pour 248 millions d'euros
- des acquisitions complémentaires de minoritaires pour 147 millions d'euros.

Il a été essentiellement financé par l'augmentation de capital du 9 février 2001 (voir note 19), l'émission d'une obligation convertible (voir note 23), des tirages sur des lignes de crédit confirmées et des emprunts à court terme.

L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition ; les résultats des activités de BCI, autres que ceux relatifs aux entités mentionnées ci-après sont inclus dans le compte de résultat consolidé du groupe depuis la date d'acquisition.

Dans le cadre du processus d'agrément par les autorités de la concurrence en Amérique du Nord, le Bureau canadien de la concurrence et la Federal Trade Commission (FTC) américaine ont requis la cession d'un certain nombre d'actifs au Canada et aux États-Unis, principalement dans la région des Grands Lacs. Dans ses comptes, à la date de l'acquisition, le groupe a considéré ces actifs comme des actifs "disponibles à la vente". Le résultat de ces activités, pour la période allant de l'acquisition à la cession, n'est pas dans le compte de résultat consolidé du groupe.

La valeur comptable de ces actifs à la date d'acquisition a été déterminée à partir des bénéfices attendus sur les cessions, en intégrant les résultats générés par ces activités pendant la période de détention et en déduisant la charge financière encourue sur la valeur du désinvestissement pendant cette même période de détention. Conformément au traitement comptable présenté ci-dessus, aucun produit et aucune charge

n'ont été enregistrés sur ces cessions qui ont contribué à la réduction de l'endettement du groupe pour un montant de 882 millions d'euros.

Au 31 décembre 2001, tous les désinvestissements à faire pour satisfaire aux exigences des autorités de la concurrence canadienne et américaine ont été réalisés.

Coûts de restructuration

La direction a défini des plans de restructuration pour intégrer dans le groupe les unités nouvellement acquises. Les dépenses relatives à ces plans de restructuration comprennent essentiellement des frais de déménagement et de départ des employés, des amortissements exceptionnels d'immobilisations, des coûts de fermeture d'installations et des coûts de résiliation des contrats. Dans certaines régions, l'acquisition s'est traduite par l'apparition de surcapacité. Pour réduire ces surcapacités, il a été décidé la fermeture de quelques sites dans des unités précédemment détenues par le groupe. Les dépenses engagées au titre de la fermeture de ces sites ont été considérées comme relatives à l'acquisition et intégrées à la valeur des titres.

Affectation du coût d'acquisition

Au 31 décembre 2001, le groupe Lafarge n'a pas finalisé l'affectation du coût d'acquisition. Une estimation préliminaire de cette affectation a été élaborée et se décompose de la façon suivante (en millions d'euros) :

Coût d'acquisition	5 280
Positions commerciales	(1 995)
Autres immobilisations	(5 445)
Stocks et travaux en cours	(464)
Clients et comptes rattachés	(738)
Autres créances	(201)
Trésorerie	(248)
Intérêts minoritaires	635
Provisions	761
Dettes à long terme	746
Fournisseurs et comptes rattachés	381
Autres créditeurs	627
Dettes à court terme	2 737
Juste valeur totale des actifs et passifs acquis	(3 204)
Écart d'acquisition	2 076

Cet écart d'acquisition est amorti sur 40 ans.

Acquisition de Cementos El Monte

Le 8 septembre 2001, le groupe a acquis 100 % des actions de Cementos El Monte pour un prix de 43 millions d'euros. La société détient des installations de broyage dans le sud de l'Espagne. Cementos El Monte est intégrée globalement depuis le 8 septembre 2001.

Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. L'affectation du coût d'acquisition au 31.12.2001 est la suivante (en millions d'euros) :

Coût d'acquisition	43
Juste valeur des actifs et passifs acquis	(15)
Écart d'acquisition	28

Acquisition de Kloeber

Le groupe a annoncé le 4 septembre 2001 l'acquisition du groupe Kloeber, une entreprise familiale allemande d'accessoires pour la toiture. Kloeber possède deux usines en Allemagne, une joint-venture en Afrique du Sud et des réseaux de vente dans plusieurs pays européens.

Le coût d'acquisition s'élève à 16 millions d'euros. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. L'affectation du coût d'acquisition au 31.12.2001 est la suivante (en millions d'euros) :

Coût d'acquisition	16
Juste valeur des actifs et passifs acquis	(6)
Écart d'acquisition	10

Acquisition de Pan African Cement Limited

Fin avril 2001, le groupe a acquis conjointement avec Blue Circle Industries la totalité des actions de Pan African Cement Ltd (PAC).

PAC détient 84% de Chilanga Cement en Zambie, 75,2 % de Portland Cement au Malawi et 63 % de Mbeya Cement en Tanzanie. Les trois sociétés sont intégrées globalement au 31 décembre 2001.

Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. L'affectation du coût d'acquisition au 31.12.2001 est la suivante (en millions d'euros) :

Coût d'acquisition	52
Juste valeur des actifs et passifs acquis	(23)
Positions commerciales	(23)
Écart d'acquisition	6

Acquisition de la division Ciment de Raymond Limited

Le groupe a signé le 26 août 2000 un accord avec Raymond Ltd pour l'acquisition d'une usine de ciment située dans l'est de l'Inde. L'acquisition est devenue effective le 22 janvier 2001. Le prix payé s'élève à 112 millions d'euros pour une participation de 65,26 %. Raymond est intégrée globalement au 31 décembre 2001.

Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition.

L'affectation du coût d'acquisition au 31.12.2001 est la suivante (en millions d'euros) :

Coût d'acquisition	112
Juste valeur des actifs et passifs acquis	(72)
Positions commerciales	(37)
Écart d'acquisition	3

Au 31 décembre 2001, la participation du groupe dans les actifs de Raymond (fusionnés avec les actifs de Tisco) a été portée à 73,13 %. Cette acquisition complémentaire a généré un écart d'acquisition de 12 millions d'euros.

Acquisition de Warren Paving Materials Group Limited (Warren)

En octobre 2000, le groupe a fait l'acquisition de Warren, filiale détenue à 100 % par Kilmer Van Nostrand Co, pour un prix de 280 millions d'euros payé en numéraire et en actions de préférence. Warren est un fournisseur de granulats, d'asphalte et de revêtement de chaussée dans cinq provinces canadiennes.

Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. L'affectation du coût d'acquisition au 31.12.2001, finalisée en 2001, est la suivante (en millions d'euros) :

Coût d'acquisition	280
Immobilisations corporelles	(173)
Besoin en fonds de roulement	(44)
Provisions	48
Écart d'acquisition	111

Acquisition de Presque Isle Corporation

En juin 2000, le groupe, par l'intermédiaire de sa filiale Lafarge North America, anciennement Lafarge Corporation, détenue à 54 %, a acquis 100 % de Presque Isle Corporation, entreprise basée dans le Michigan (États-Unis) et spécialisée dans la production de granulats, pour un montant d'environ 67 millions d'euros.

Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. L'affectation du coût d'acquisition au 31.12.2001 est la suivante (en millions d'euros) :

Coût d'acquisition	67
Immobilisations	(40)
Besoin en fonds de roulement	16
Provision	6
Écart d'acquisition	49

Acquisition de La Habra Products

En juin 2000, le groupe a acquis 100 % de La Habra Products, entreprise basée aux États-Unis et spécialisée dans la production de stuc, pour un montant d'environ 26 millions d'euros. Cette transaction a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition a été principalement affecté à la revalorisation des immobilisations, pour un montant de 8 millions d'euros. L'écart d'acquisition résiduel s'élève à 13 millions d'euros. En raison de la cession de la majorité de la branche Matériaux de Spécialités, intervenue en décembre 2000, le groupe ne détient plus aujourd'hui la majorité des actions de cette société.

Acquisition de Baldini

En mars 2000, le groupe a acquis 100 % de Baldini, une entreprise située en Italie, spécialisée dans la fabrication de peinture, pour un montant en numéraire de 19 millions d'euros. Le groupe a comptabilisé cette transaction selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition a été affecté aux marques, non précédemment évaluées, pour un montant de 8 millions d'euros et à l'écart d'acquisition pour un montant de 11 millions d'euros. En raison de la cession de la majorité de la branche Matériaux de Spécialités, intervenue en décembre 2000, le groupe ne détient plus aujourd'hui la majorité des actions de cette société.

Acquisition de Beni Suf Cement Company

En février 2000, le groupe a acquis, pour un montant d'environ 15 millions d'euros, 9,5 % d'intérêts dans l'entreprise Beni Suf Cement, en complément d'une première acquisition de titres réalisée conjointement avec le groupe cimentier grec Titan, pour un montant d'environ 57 millions d'euros. En juillet 1999, le pourcentage de détention du groupe sur cette entreprise a été porté à 47,5 %, ce qui a conduit le groupe à la consolider par intégration proportionnelle. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. L'affectation du coût d'acquisition au 31.12.2001 est la suivante (en millions d'euros) :

Coût d'acquisition	72
Positions commerciales	(60)
Immobilisations corporelles	(71)
Dettes	94
Besoin en fonds de roulement	(16)
Trésorerie	(20)
Provisions	1
Écart d'acquisition	-

Acquisition de RH Cement Corporation renommé Lafarge Halla Cement

En janvier 2000, le groupe a acquis pour un montant d'environ 110 millions d'euros, 39,9% de RH Cement Corporation, une entreprise cimentière coréenne. Le groupe consolide cette filiale par intégration proportionnelle. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. L'affectation du coût d'acquisition aux actifs individuels et aux passifs acquis a résulté principalement en une revalorisation des immobilisations corporelles, pour un montant de 96 millions d'euros. Le groupe n'a pas comptabilisé de part de marché, ni d'écart d'acquisition pour cette acquisition.

Acquisition des intérêts minoritaires de Lafarge Braas

Le 22 décembre 1999, le groupe a acquis, pour 594 millions d'euros payés en numéraire et en actions, les 43,5% d'intérêts minoritaires résiduels dans Lafarge Braas. En décembre 1997, le groupe avait acquis le contrôle de Lafarge Braas conjointement avec celui de Redland Plc. Lafarge a consolidé les titres Lafarge Braas à partir de leur date d'acquisition. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition à la date de signature du contrat, soit le 22 décembre 1999. Au 31 décembre 1999 la valeur des titres à émettre pour rémunérer les minoritaires est incluse en autres fonds propres. Ces titres ont été émis en juin 2000. L'écart d'acquisition résultant de cette transaction s'élève à 160 millions d'euros.

Acquisition des sociétés Tata Iron et Steel Company Cement division (Tisco)

En novembre 1999, le groupe a acquis l'entreprise Tisco située dans l'est de l'Inde, pour un montant d'environ 114 millions d'euros.

Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. L'affectation du coût d'acquisition au 31.12.2001 est la suivante (en millions d'euros) :

Coût d'acquisition	114
Immobilisations corporelles	(98)
Besoin en fonds de roulement	(8)
Positions commerciales	(8)
Écart d'acquisition	-

Acquisition de Pioneer Plasterboard

En août 1999, le groupe a acquis 60% d'intérêts complémentaires dans Pioneer Plasterboard (antérieurement mise en équivalence) pour un montant d'environ 34 millions d'euros, portant ainsi son pourcentage d'intérêt à 100%. Pioneer Plasterboard est une entreprise australienne spécialisée dans la production et la vente de produits de construction en plâtre. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. L'affectation du coût d'acquisition au 31.12.2001 est la suivante (en millions d'euros) :

Coût d'acquisition	34
Juste valeur des actifs et passifs acquis	(26)
Écart d'acquisition	8

12 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(a) Variation des immobilisations corporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	Terrains de carrières et autres terrains	Bâtiments	Matériel, équipements et installations	Immobilisations en cours	Total
Valeur brute au 1^{er} janvier 1999	1 417	1 905	8 118	539	11 979
Acquisitions	38	161	403	476	1 078
Cessions	(94)	(52)	(366)	(30)	(542)
Variation de périmètre	68	181	292	94	635
Autres variations	20	53	286	(407)	(48)
Écarts de conversion	120	80	535	46	781
Valeur brute au 31 décembre 1999	1 569	2 328	9 268	718	13 883
Amortissements cumulés	(147)	(968)	(4 864)	-	(5 979)
Valeur nette comptable au 31 décembre 1999	1 422	1 360	4 404	718	7 904
Valeur brute au 1^{er} janvier 2000	1 569	2 328	9 268	718	13 883
Acquisitions	61	250	332	583	1 226
Cessions	(21)	(44)	(270)	(12)	(347)
Variation de périmètre	144	(37)	192	(26)	273
Autres variations	45	118	338	(473)	28
Écarts de conversion	28	28	157	13	226
Valeur brute au 31 décembre 2000	1 826	2 643	10 017	803	15 289
Amortissements cumulés	(200)	(1 025)	(5 182)	-	(6 407)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2000	1 626	1 618	4 835	803	8 882
Valeur brute au 1^{er} janvier 2001	1 826	2 643	10 017	803	15 289
Acquisitions	55	62	561	845	1 523
Cessions	(72)	(68)	(474)	(20)	(634)
Variation de périmètre	369	699	4 252	684	6 004
Autres variations	46	(99)	678	(652)	(27)
Écarts de conversion	20	18	(1)	(5)	32
Valeur brute au 31 décembre 2001	2 244	3 255	15 033	1 655	22 187
Amortissements cumulés	(269)	(1 503)	(7 058)	(4)	(8 834)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2001	1 975	1 752	7 975	1 651	13 353

(b) Amortissements

La dotation aux amortissements relative aux immobilisations corporelles se présente comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercices clos le 31 décembre		
	2001	2000	1999
Dotations aux amortissements	857	741	646
Amortissements exceptionnels	26	23	21
Total	883	764	667

(c) Location-financement

La valeur brute des immobilisations corporelles comprend 37 millions d'euros d'immobilisations en location-financement pour l'exercice clos le 31 décembre 2001 (41 millions d'euros au 31 décembre 2000). La dette résiduelle correspondante s'élève à 20 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2001 (22 millions d'euros au 31 décembre 2000).

13 TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

(a) Variation des titres mis en équivalence

<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Titres mis en équivalence au 1^{er} janvier	420	333	316
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	18	50	51
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	(20)	(15)	(14)
Acquisitions ou augmentations de capital	42	32	32
Cessions et diminutions de pourcentages d'intérêts	1	(1)	(21)
Passage de la mise en équivalence à l'intégration globale	-	(28)	(24)
Passage de l'intégration globale à la mise en équivalence	-	39	-
Autres (y compris écarts de conversion)	(22)	10	(7)
Titres mis en équivalence au 31 décembre	439	420	333

(b) Information relative au bilan et au compte de résultat des entreprises mises en équivalence

Information relative au bilan au 31 décembre

<i>(en millions d'euros)</i>	2001			2000			1999		
	Total	dont Molins	dont Materis	Total	dont Molins	dont Materis	Total	dont Molins	dont Egypte
Actif immobilisé	2 341	348	606	2 272	340	594	1 634	288	200
Actif circulant	1 691	322	598	1 772	325	795	1 000	194	115
Total actif	4 032	670	1 204	4 044	665	1 389	2 634	482	315
Capitaux propres	1 323	384	181	1 389	389	182	1 141	306	50
Dettes à long terme	1 539	81	719	964	100	163	969	78	21
Dettes à court terme	1 170	205	304	1 691	176	1 044	524	98	244
Total capitaux propres et dettes	4 032	670	1 204	4 044	665	1 389	2 634	482	315

Information relative au compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercices clos le 31 décembre		
	2001	2000	1999
Chiffre d'affaires	3 030	1 708	1 517
Résultat d'exploitation courant	372	254	223
Résultat d'exploitation	324	193	183
Résultat net	54	135	135

14 AUTRES TITRES DE PARTICIPATION

Les autres titres de participations se présentent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre		
	2001	2000	1999
Blue Circle (1)	-	1 031	-
Cimpor	317	311	-
Autres titres non consolidés	354	264	293
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	-	110	120
Total	671	1 716	413

(1) Voir notes 4 et 11 (c)

(a) Cimpor

Au 31 décembre 2001, Lafarge détient 13 433 000 actions du cimentier portugais Cimpor qui représentent 9,99 % de son capital.

(b) Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Les titres immobilisés de l'activité de portefeuille comprennent les titres de sociétés cotées dans lesquelles le groupe détient un pourcentage d'intérêt compris entre 0,5 % et 3 %. Les variations des titres immobilisés de l'activité de portefeuille se présentent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur Brute	Valeur Nette	Valeur estimative
Au 1^{er} janvier 1999	176	176	308
Cessions nettes de l'exercice	(56)	(56)	(134)
Variation de la valeur estimative	-	-	23
Au 31 décembre 1999	120	120	197
Cessions nettes de l'exercice	(10)	(10)	(41)
Variation de la valeur estimative	-	-	18
Au 31 décembre 2000	110	110	174
Cessions nettes de l'exercice	(110)	(110)	(315)
Variation de la valeur estimative	-	-	141
Au 31 décembre 2001	-	-	-

15 PRÊTS ET AUTRES DÉBITEURS À LONG TERME

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre		
	2001	2000	1999
Charges de retraite payées d'avance	653	351	190
Autres	247	138	194
Prêts et autres débiteurs à long terme	900	489	384

16 STOCKS ET TRAVAUX EN COURS

Les stocks et travaux en cours se présentent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre		
	2001	2000	1999
Matières premières	473	288	303
Travaux en cours	303	71	48
Produits finis et semi-finis	556	638	576
Pièces détachées et fournitures	609	397	385
Stocks bruts	1 941	1 394	1 312
Provisions	(165)	(85)	(75)
Stocks nets	1 776	1 309	1 237

17 CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Les clients et comptes rattachés se présentent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre		
	2001	2000	1999
Clients et comptes rattachés bruts	2 451	1 628	2 050
Provisions pour créances douteuses	(221)	(133)	(142)
Clients et comptes rattachés nets	2 230	1 495	1 908

La variation des provisions pour créances douteuses s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Au 1^{er} janvier	(133)	(142)	(120)
Dotations de l'exercice	(90)	(76)	(75)
Utilisations de l'exercice	56	65	67
Reprises de montants non utilisés au cours de l'exercice	12	5	7
Autres variations	(65)	17	(12)
Écarts de conversion	(1)	(2)	(9)
Au 31 décembre	(221)	(133)	(142)

En janvier 2000, le groupe a conclu des programmes pluriannuels de cession de créances commerciales, sans recours, sous forme de titrisation. Le poste "Clients et comptes rattachés" est présenté net des encours de créances cédées pour un montant de 438 millions d'euros au 31 décembre 2001 (410 millions d'euros au 31 décembre 2000).

Les programmes font l'objet de dépôts subordonnés comptabilisés en dépôts et cautionnements s'élevant à 125 millions d'euros au 31 décembre 2001 (66 millions d'euros au 31 décembre 2000).

18 TRÉSORERIE

Afin de donner une image fidèle des comptes, et en accord avec l'article L. 123-14 (anciennement Art. 9) du Code de commerce, le groupe a inclus en trésorerie au 31 décembre 2000 la créance de 667 millions d'euros correspondant au montant perçu le 22 janvier 2001 au titre de la cession de la majorité des activités de la branche Matériaux de Spécialités.

L'échéance de cette créance étant à 30 jours, c'est-à-dire à très court terme, le groupe a considéré que sa comptabilisation en trésorerie était plus représentative de sa situation financière au 31 décembre 2000.

Cette présentation est cohérente et permanente avec le traitement retenu antérieurement par le groupe pour les créances dont l'échéance est proche de la date de clôture.

19 CAPITAUX PROPRES

(a) Capital

Au 31 décembre 2001, le capital social est composé de 130 145 800 actions d'un nominal de 4 euros chacune.

Compte tenu d'une part, des droits de vote double qui sont conférés aux actions détenues depuis plus de deux ans, et d'autre part du fait que les actions d'autocontrôle sont privées de droit de vote, le nombre total de droits de vote attachés au capital est, au 31 décembre 2001, de 140 832 653.

(b) Augmentation de capital

Le 9 février 2001, le groupe a procédé à une augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription. Huit droits permettaient de souscrire à une action au prix de 80 euros par action. Le produit de l'émission de 14 110 592 actions, net des frais d'émission, s'est élevé à environ 1 113 millions d'euros.

(c) Bons de souscription d'actions

Au 31 décembre 2000, le groupe avait 8 279 784 bons de souscription d'actions en circulation. Ces bons de souscription résultaient de l'émission, le 20 mars 2000, d'obligations remboursables en actions, et comportaient le droit de souscrire une action pour 4 bons jusqu'au 20 mars 2001. L'exercice de ces bons a entraîné la création de 2 098 811 actions.

20 INTÉRÊTS MINORITAIRES

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Au 1^{er} janvier	1 707	1 598	1 489
Quote-part de résultat revenant aux minoritaires	270	213	259
Écarts de conversion	16	61	182
Dividendes versés	(65)	(60)	(97)
Autres	623	(41)	(235)
Impact du changement de méthode de calcul des impôts différés	-	(64)	-
Au 31 décembre	2 551	1 707	1 598

21 AUTRES FONDS PROPRES

Les autres fonds propres comprennent des subventions d'investissement. De plus, conformément à un accord daté du 22 décembre 1999, le groupe a émis des actions pour acheter les intérêts minoritaires de Lafarge Braas. Ces actions ont été émises en juin 2000 suite à une augmentation de capital d'un montant de 286 millions d'euros, inclus en autres fonds propres au 31 décembre 1999.

22 PROVISIONS

(a) Variation des provisions

<i>(en millions d'euros)</i>	Provisions pour indemnités de départ à la retraite et autres avantages du personnel postérieurs à l'emploi	Provisions pour restructuration	Provisions pour réaménagement de sites et risque environnemental	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 1999	541	114	174	261	1 090
Dotations nettes de l'exercice	47	25	27	66	165
Utilisations de l'exercice	(21)	(72)	(26)	(69)	(188)
Autres variations	(11)	22	4	38	53
Écarts de conversion	31	6	11	-	48
Au 31 décembre 1999	587	95	190	296	1 168
Dotations nettes de l'exercice	74	28	22	79	203
Utilisations de l'exercice	(56)	(52)	(32)	(77)	(217)
Autres variations	(19)	27	9	40	57
Écarts de conversion	13	3	1	-	17
Au 31 décembre 2000	599	101	190	338	1 228
Dotations nettes de l'exercice	88	39	42	136	305
Utilisations de l'exercice	(80)	(148)	(42)	(217)	(487)
Autres variations	164	219	(8)	259	634
Écarts de conversion	7	-	2	(1)	8
Au 31 décembre 2001	778	211	184	515	1 688

(b) Provisions pour indemnités de départ à la retraite et autres avantages du personnel postérieurs à l'emploi

Pour la majorité des régimes, le groupe comptabilise une charge à payer ou une charge constatée d'avance au titre des écarts dans l'évaluation de la situation financière nette des

régimes liés à des changements d'hypothèses actuarielles, des modifications des régimes ou du constat de rendements réels des actifs de pré-financement inférieurs aux rendements attendus. La prise en compte en résultat des pertes ou profits résultant de ces événements est étalée sur la durée de service des salariés ou la durée de vie des retraités.

Les provisions ou actifs figurant au bilan et la charge comptabilisée en 2001 s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Régime de retraite		Autres avantages		Total	
	31/12/01	31/12/00	31/12/01	31/12/00	31/12/01	31/12/00
MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES						
Charges de retraite payée d'avance	653	351	0	0	653	351
Charges de retraite à payer	(511)	(374)	(267)	(225)	(778)	(599)
Montant net comptabilisé au bilan	142	(23)	(267)	(225)	(125)	(248)
COMPOSANTES DE LA CHARGE NETTE COMPTABILISÉE EN COMPTE DE RÉSULTAT						
Coût des services rendus au cours de l'exercice	92	52	6	5	98	57
Effet de l'actualisation	186	115	16	14	202	129
Rendement attendu sur les actifs du régime	(247)	(154)	0	0	(247)	(154)
Amortissement du coût des services passés	2	2	0	(1)	2	1
Amortissement du montant transitoire	1	1	0	0	1	1
Amortissement des écarts actuariels	(4)	(8)	0	0	(4)	(8)
Écarts actuariels non amortis	(2)	3	6	(7)	4	(4)
Indemnités spéciales de départ	5	0	0	0	5	0
(Gain) / Perte liée à une réduction	0	(1)	0	0	0	(1)
(Gain) / Perte liée à une liquidation	0	(3)	0	0	0	(3)
Cessions	(2)	0	0	0	(2)	0
Charge nette relative aux régimes de prestations définies comptabilisée dans le compte de résultat	31	7	28	11	59	18
Charge relative aux régimes à cotisations définies	0	8	0	0	0	8
Charge totale comptabilisée dans le compte de résultat	31	15	28	11	59	26
VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION						
Valeur actualisée de l'obligation au 1^{er} janvier	2 015	1 839	226	184	2 241	2 023
Écart de change	83	35	10	10	93	45
Coût des services rendus au cours de l'exercice	92	45	6	5	98	50
Effets de l'actualisation	186	116	16	14	202	130
Cotisations salariés	10	6	0	0	10	6
Modifications de plans	0	0	1	(1)	1	(1)
Réduction de régimes	1	(1)	0	0	1	(1)
Liquidation de régimes	0	(20)	0	0	0	(20)
Regroupement d'entreprises	2 024	38	23	18	2 047	56
Cessions	(16)	(4)	0	0	(16)	(4)
Indemnités spéciales de départ	5	0	2	0	7	0
Prestations versées	(182)	(102)	(20)	(15)	(202)	(117)
(Gains) / Pertes actuariels	(12)	63	27	11	15	74
Valeur actualisée de l'obligation au 31 décembre	4 206	2 015	291	226	4 497	2 241
VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME						
Juste valeur des actifs du régime au 1^{er} janvier	2 028	1 959	2	2	2 010	1 961
Écart de change	90	46	0	0	90	46
Rendements réels des actifs du régime	(274)	21	0	0	(274)	21
Cotisations employeur	54	25	20	0	74	25
Cotisations salariés	10	6	0	0	10	6
Prestations versées	(175)	(89)	(20)	0	(195)	(89)
Liquidation de régimes	0	(17)	0	0	0	(17)
Regroupement d'entreprises	2 142	59	0	0	2 142	59
Cessions	(9)	0	0	0	(9)	0
Frais de gestion administrative	(4)	(2)	0	0	(4)	(2)
Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre	3 842	2 008	2	2	3 844	2 010
COMPOSANTES DES MONTANT INSCRITS DANS LES COMPTES						
Situation financière nette	(364)	7	(289)	(224)	(653)	(231)
(Gains) / Pertes actuariels non comptabilisés	493	(33)	23	0	516	(33)
Montant transitoire non comptabilisé	3	13	(1)	0	2	13
Coût des services passés non comptabilisés	10	4	0	(1)	10	3
(Passif) / Actif net comptabilisé au bilan	142	(23)	(267)	(225)	(125)	(248)

Les principales hypothèses actuarielles utilisées dans l'estimation des obligations du groupe sont les suivantes :

	États-Unis		Canada		Royaume-Uni		Zone Euro (hors France, Espagne, Grèce)		France		Espagne		Grèce	
	2001 %	2000 %	2001 %	2000 %	2001 %	2000 %	2001 %	2000 %	2001 %	2000 %	2001 %	2000 %	2001 %	2000 %
Taux d'actualisation	7,75	7,75	6,50	6,95	5,50	5,50	5,75	6,00	5,75	6,00	5,75	6,00	6,25	N/A
Taux de rendement des actifs	9,00	9,00	9,00	9,00	7,50	7,50	8,00	N/A	5,82	4,50	5,75	5,50	N/A	N/A
Taux de croissance des salaires	4,50	4,50	3,50	3,50	4,50	5,00	2,00 à 3,50	2,50	2,00 à 3,50	2,50	2,40	2,40	4,75	N/A

23 DETTES

(a) Analyse de la dette par nature

(en millions d'euros)	Au 31 décembre		
	2001	2000	1999
Emprunts obligataires et emprunts à durée indéterminée	6 828	3 466	2 902
Emprunts bancaires et lignes de crédit	3 284	3 138	1 851
Billets de trésorerie et papier commercial	1 590	743	825
Autres titres de créance	798	738	573
Autres dettes	404	291	320
Total dette	12 904	8 376	6 471
Part à moins d'un an de la dette à long terme	(1 350)	(579)	(655)
Concours bancaires courants	(513)	(307)	(296)
Total dette à long terme	11 041	7 490	5 520

Emprunts obligataires et emprunts à durée indéterminée

Au 31 décembre 2001, le portefeuille d'emprunts obligataires est composé d'emprunts à taux fixe portant un taux d'intérêt moyen de 5,7 %. Leurs dates d'échéance s'échelonnent de 2002 à 2013, leur année d'échéance moyenne étant 2007. En 2001, le groupe a émis :

- le 29 juin, 1,3 milliard d'euros d'obligations convertibles, offrant un taux de rendement, en tenant compte des primes de remboursement, de 3,5 %, d'une durée de 4,5 ans,
- le 6 novembre, 1 milliard d'euros d'obligations, portant un taux d'intérêt de 5,875 %, d'une durée de 7 ans,
- le 6 novembre et le 20 décembre, 350 millions de livres sterling d'obligations, portant un taux d'intérêt de 6,875 %, d'une durée de 11 ans,

- le 4 décembre, 250 millions d'euros d'obligations, portant un taux d'intérêt de 4,625 %, d'une durée de 3,25 ans.

Emprunts bancaires et lignes de crédit

Au 31 décembre 2001, le groupe dispose d'un encours de lignes de crédit confirmées à moyen et long terme d'environ 4,2 milliards d'euros, dont 2,9 milliards d'euros non utilisés. Le taux d'intérêt moyen des emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédit est d'environ 5,5 %.

Billets de trésorerie et papier commercial

Au 31 décembre 2001, Lafarge dispose d'un programme de billets de trésorerie en euros, lui permettant d'émettre jusqu'à 4 milliards d'euros. À la date de clôture de l'exercice 2001, l'encours de billets de trésorerie s'élève à 1,38 milliard d'euros. Ces billets de trésorerie portent un taux d'intérêt moyen basé sur le taux interbancaire européen (Euribor), auquel est ajoutée une marge moyenne de 14 points de base, pour des maturités initiales s'étalant de 3 mois à 1 an. Le taux moyen du portefeuille de billets de trésorerie au 31 décembre 2001 est de 3,69 %.

Le groupe dispose également, par le biais de ses filiales Lafarge North America et Blue Circle Industries Plc, de programmes de papier commercial en dollars américains, avec un plafond de 900 millions de dollars américains (1,021 milliard d'euros). L'encours de papier commercial au 31 décembre 2001 s'élève à 210 millions d'euros. Ces émissions portent un taux d'intérêt moyen basé sur le taux interbancaire du marché de Londres (Libor), auquel est ajoutée une marge moyenne de 69 points de base, pour des maturités initiales s'étalant de 2 semaines à 1 an. Le taux moyen du portefeuille de papier commercial au 31 décembre 2001 est de 3,15 %.

Autres titres de créance

Le portefeuille des autres titres de créance est principalement constitué de titres en euros. À la date de clôture de l'exercice 2001, le taux d'intérêt moyen des autres titres de créance s'élève à 5,3 %. Leur échéance moyenne est 2004.

Le groupe dispose notamment d'un programme d'émission de titres de créance à moyen et long terme (EMTN), dont le plafond a été porté de 3 milliards d'euros en 2000 à 7 milliards d'euros en 2001. Au 31 décembre 2001, le montant de titres émis dans le cadre de ce programme est de 3,365 milliards d'euros, dont 3,025 milliards d'euros d'emprunts obligataires.

(b) Analyse de la dette par date d'échéance

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2001
2002	1 863
2003	931
2004	2 202
2005	1 612
2006	2 274
À plus de 5 ans	4 022
	12 904

Au 31 décembre 2001, 1 662 millions d'euros de dettes à court terme ont été classées en dettes à long terme, le groupe ayant la capacité de les refinancer à long terme.

(c) Analyse de la dette par devise

(en millions d'euros)	Au 31 décembre					
	2001		2000		1999	
	Avant swaps	Après swaps	Avant swaps	Après swaps	Avant swaps	Après swaps
Euro (EUR)	8 498	5 850	5 087	3 988	4 517	3 205
Dollar américain (USD)	1 872	3 647	1 208	2 308	1 048	1 977
Livre britannique (GBP)	1 221	2 064	1 455	1 364	389	699
Yen japonais (JPY)	122	118	132	155	59	59
Ringgit malais (MYR)	282	282	-	-	-	-
Autres	909	943	494	561	458	531
Total	12 904	12 904	8 376	8 376	6 471	6 471

(d) Analyse de la dette par catégorie

(en millions d'euros)	Au 31 décembre					
	2001		2000		1999	
	Avant swaps	Après swaps	Avant swaps	Après swaps	Avant swaps	Après swaps
Taux variable	5 170	4 128	4 127	3 123	3 094	2 451
Taux fixe inférieur à 6%	4 531	5 015	1 964	2 355	1 913	2 291
Taux fixe entre 6% et 10%	2 707	3 231	1 923	2 516	1 195	1 434
Taux fixe supérieur à 10%	496	530	362	382	269	295
Total	12 904	12 904	8 376	8 376	6 471	6 471

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut au 31 décembre 2001 était de 5,4 % (6,6 % au 31 décembre 2000 et 6,1 % au 31 décembre 1999)

Les termes de certains contrats d'emprunts contiennent des clauses imposant le respect de certaines restrictions. Au 31 décembre 2001, le groupe respectait les dispositions des dites clauses.

24 INSTRUMENTS FINANCIERS

Le groupe a recours à des instruments financiers dérivés comportant des risques hors bilan pour gérer son exposition aux risques de marché. Ces instruments financiers sont destinés uniquement à couvrir les risques sur des engagements fermes ou hautement probables. Le groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

(a) Risque de change

Dans le cours normal de ses activités, la politique du groupe est de couvrir tous les risques de change sur ses transactions en devises étrangères par des instruments dérivés dès lors qu'un engagement ferme ou hautement probable en devise étrangère est pris ou connu. Ces instruments dérivés sont limités à des contrats à terme et à des options de change ayant une maturité initiale généralement inférieure à un an.

Les procédures du groupe visent à réduire l'exposition au risque de change en imposant que les dettes et placements des entreprises contrôlées soient libellées dans la même devise que les flux de trésorerie générés par les activités ordinaires, à savoir dans la monnaie fonctionnelle. Le groupe peut adapter cette règle générale dans des cas particuliers pour tenir compte de la situation économique spécifique d'un pays (forte inflation, taux d'intérêt élevés, convertibilité et liquidité de la monnaie...). Dans le cadre de cette politique, le groupe est également amené à utiliser des swaps de devises pour convertir en devises étrangères des dettes le plus souvent libellées en euros.

Couverture du risque de change

Au 31 décembre 2001, tous les contrats à terme ont été conclus pour une durée inférieure à un an. La valeur nominale des instruments de couverture à la date de clôture de l'exercice est la suivante :

Au 31 décembre			
<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Achats à terme			
Dollar américain (USD)	37	33	98
Livre britannique (GBP)	264	264	-
Couronne suédoise (SEK)	-	19	1
Dollar canadien (CAD)	39	-	-
Autres devises	10	9	2
Total	350	325	101

Au 31 décembre			
<i>(en millions d'euros)</i>	2001	2000	1999
Ventes à terme			
Dollar américain (USD)	1 794	1 085	995
Livre britannique (GBP)	1 189	168	337
Franc suisse (CHF)	41	50	21
Couronne suédoise (SEK)	1	24	33
Yen japonais (JPY)	20	21	26
Autres devises	10	16	63
Total	3 055	1 364	1 475

(b) Risque de taux d'intérêt

L'exposition du groupe aux variations de taux d'intérêt recouvre deux natures de risques :

- un risque de prix lié aux actifs et passifs financiers à taux fixe. Les variations de taux d'intérêt influent sur la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux fixe ;
- un risque de flux de trésorerie lié aux actifs et passifs financiers à taux variable. Les variations de taux d'intérêt ont une incidence directe sur le résultat futur du groupe.

Le groupe, dans le cadre de sa politique générale, arbitre entre ces deux natures de risques, en utilisant notamment des swaps de taux d'intérêt.

Couverture du risque de taux d'intérêt

Le montant notionnel des instruments de couverture aux dates de clôture est le suivant :

		Au 31 décembre 2001							
		Montant notionnel des contrats par date d'échéance							
(en millions d'euros)	TAUX FIXE MOYEN	2002	2003	2004	2005	2006	> 5 ans	Total	
Swaps de taux d'intérêt	TAUX FIXE PAYÉ								
Euro (EUR)	7,70 %	234	77	-	865	119	221	1 516	
Livre britannique (GBP)	7,03 %	56	-	-	-	-	-	56	
Zloty polonais (PLN)	12,74 %	-	-	-	-	14	13	27	
Rand sud-africain (ZAR)	14,64 %	3	2	2	-	-	-	7	
Dirham marocain (MAD)	5,75 %	35	-	-	-	-	-	35	
Swaps de taux d'intérêt	TAUX FIXE REÇU								
Euro (EUR)	7,17 %	-	-	-	7	-	-	7	
Yen japonais (JPY)	3,00 %	17	-	-	-	-	-	17	
Swaps de taux d'intérêt	TAUX VARIABLE PAYÉ ET REÇU								
Euro (EUR)	-	175	50	-	46	-	-	271	
Total		520	129	2	918	133	234	1 936	

		Au 31 décembre 2000							
		Montant notionnel des contrats par date d'échéance							
(en millions d'euros)	TAUX FIXE MOYEN	2001	2002	2003	2004	2005	> 5 ans	Total	
Swaps de taux d'intérêt	TAUX FIXE PAYÉ								
Euro (EUR)	7,06 %	99	234	77	-	835	221	1 466	
Livre britannique (GBP)	7,12 %	48	54	-	-	-	-	102	
Rand sud-africain (ZAR)	14,64 %	4	4	4	3	-	-	15	
Swaps de taux d'intérêt	TAUX FIXE REÇU								
Franc suisse (CHF)	2,77 %	20	-	-	-	-	-	20	
Euro (EUR)	5,17 %	2	2	2	2	47	-	55	
Yen japonais (JPY)	3,00 %	-	19	-	-	-	-	19	
Swaps de taux d'intérêt	TAUX VARIABLE PAYÉ ET REÇU								
Euro (EUR)	-	-	175	-	-	-	-	175	
Total		173	488	83	5	882	221	1 852	

		Au 31 décembre 1999						
		Montant notionnel des contrats par date d'échéance						
(en millions d'euros)	TAUX FIXE MOYEN	2000	2001	2002	2003	2004	> 5 ans	Total
Swaps de taux d'intérêt	TAUX FIXE PAYÉ							
Euro (EUR)	7,71 %	222	99	84	77	-	739	1 221
Livre britannique (GBP)	7,24 %	48	48	55	-	-	-	151
Couronne suédoise (SEK)	6,03 %	16	-	-	-	-	-	16
Rand sud-africain (ZAR)	14,64 %	4	4	4	4	3	-	19
Swaps de taux d'intérêt	TAUX FIXE REÇU							
Franc suisse (CHF)	2,77 %	-	19	-	-	-	-	19
Euro (EUR)	7,09 %	141	2	2	2	2	47	196
Livre britannique (GBP)	7,00 %	8	-	-	-	-	-	8
Yen japonais (JPY)	2,97 %	39	-	19	-	-	-	58
Swaps de taux d'intérêt	TAUX VARIABLE PAYÉ ET REÇU							
Euro (EUR)	-	-	-	5	-	-	-	5
Dollar américain (USD)	-	30	-	-	-	-	-	30
Achat de FRA								
Zloty polonais (PLN)	18,95 %	6	-	-	-	-	-	6
Total		514	172	169	83	5	786	1 729

Le montant notionnel des contrats mentionnés ci-dessus représente la valeur nominale des instruments financiers. Il ne représente pas le montant réellement échangé par les intervenants et n'est donc pas une mesure directe de l'exposition du groupe au risque de taux d'intérêt. Les montants notionnels libellés en devises étrangères sont exprimés en euros aux cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

(c) Risque sur matières premières

Le groupe est exposé au risque de variation des prix de certaines matières premières, principalement charbon, pet coke, gaz et électricité. Le groupe a occasionnellement recours à des instruments dérivés pour gérer le risque sur matières premières. Au 31 décembre 2001, les engagements portent essentiellement sur des contrats à terme d'achat d'électricité, et représentent un montant d'engagement non significatif pour le groupe.

(d) Risque de contrepartie

Le groupe est exposé au risque de crédit en cas de défaillance d'une contrepartie. Le groupe limite son exposition au risque de contrepartie en sélectionnant rigoureusement ses contreparties et en effectuant un suivi des limites d'exposition calculées selon plusieurs critères (notations des agences de rating, actifs et capitaux propres), selon la nature et les échéances des transactions. Ces limites sont régulièrement mises à jour. L'exposition du groupe au risque de crédit est limitée et le groupe considère qu'il n'existe aucune concentration importante de risque avec une contrepartie. Il ne prévoit aucune défaillance de tiers pouvant avoir un impact important sur les états financiers du groupe.

(e) Justes valeurs

La valeur de marché des instruments utilisés a été déterminée sur la base d'informations de marché disponibles ou à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie. En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation des informations de marché nécessaires à la valorisation. De ce fait, ces estimations ne reflètent pas nécessairement les montants qui pourraient être reçus ou versés en cas de dénouement des instruments sur le marché.

L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses, peut avoir un effet important sur les montants de juste valeur estimés. Les méthodes utilisées sont les suivantes :

Trésorerie, clients et comptes rattachés, fournisseurs et comptes rattachés et concours bancaires : en raison de leur caractère court terme, la valeur comptable de ces éléments est une estimation de leur juste valeur.

Titres mis en équivalence et autres titres de participation : l'estimation de la juste valeur des actions de sociétés cotées est fondée sur leurs prix de marché aux 31 décembre 2001, 2000 et 1999. Pour les titres des sociétés non cotées, aucune estimation raisonnable de la juste valeur, n'impliquant pas des coûts excessifs, n'a pu être réalisée.

Emprunts obligataires : la juste valeur des emprunts obligataires est estimée à la valeur de marché des emprunts dès lors que le marché est suffisamment liquide.

Dettes à long terme : la juste valeur des dettes à long terme est déterminée, pour chaque dette, en estimant les flux de trésorerie futurs relatifs à chaque dette, actualisés avec un taux d'intérêt prenant en considération le risque de crédit du groupe à la date de clôture pour des dettes similaires.

Instruments dérivés : la juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt et de devises est calculée en utilisant les prix de marché que le groupe devrait payer ou recevoir pour dénouer ces contrats. Sont retenues, en premier lieu, les estimations de la juste valeur de ces instruments réalisées par les établissements financiers tiers aux dates de clôture.

Le tableau ci-après détaille la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers comptabilisés au bilan et en hors bilan :

	Au 31 décembre					
	2001		2000		1999	
(en millions d'euros)	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Instruments financiers au bilan						
ACTIFS						
Trésorerie	1 201	1 201	1 740	1 740	1 061	1 061
Clients et comptes rattachés	2 230	2 230	1 495	1 495	1 908	1 908
Autres titres de participation	671	621	1 716	1 916	413	632
PASSIFS						
Concours bancaires	513	513	307	307	296	296
Fournisseurs et comptes rattachés	1 467	1 467	1 114	1 114	1 041	1 041
Emprunts obligataires	6 633	6 679	3 219	3 140	2 610	2 528
Autres dettes à long terme	5 758	5 771	4 850	4 875	3 565	3 580
Instruments dérivés						
Swaps de taux d'intérêt et contrats à terme de taux	-	(211)	-	(211)	-	(224)
Contrats de change à terme	-	(37)	-	59	-	(19)

25 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les montants des nantissements de titres et d'actifs, des hypothèques et des cautions et garanties données représentent les montants suivants :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre		
	2001	2000	1999
Nantissement de titres et d'actifs	161	264	54
Hypothèques	566	214	71
Cautions et autres garanties données	404	223	397
Total	1 131	701	522

Les engagements d'investissements industriels, les locations d'exploitation et les autres engagements représentent les montants suivants :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre		
	2001	2000	1999
Engagements d'investissements industriels	337	98	52
Locations d'exploitation	400	205	140
Autres engagements	49	44	75
Total	786	347	267

Le groupe loue des terrains, constructions et équipements en location d'exploitation. La charge locative relative aux exercices clos les 31 décembre 2001, 2000 et 1999 s'élève respectivement à 41 millions d'euros, 64 millions d'euros et 53 millions d'euros. Le tableau suivant présente les échéances futures des loyers relatives aux contrats fermes de location. Au 31 décembre 2001, ces échéances représentent un montant de 400 millions d'euros.

(en millions d'euros)	Au 31 décembre						TOTAL
	2002	2003	2004	2005	2006	Années suivantes	
Location d'exploitation	84	67	46	34	24	145	400

En outre, dans le cadre de l'acquisition de certaines entreprises consolidées, le groupe a consenti à des tiers des options de vente. L'exercice de ces options obligerait le groupe à acheter à un prix déterminé ces actions, ce qui augmenterait le pourcentage d'intérêt du groupe dans le capital de ces entreprises. Si toutes ces options étaient exercées, le prix d'acquisition qui en résulterait pour le groupe s'élèverait, en valeur 31 décembre 2001, à 742 millions d'euros. Une partie de ces options pourrait éventuellement être exercée en 2002 et 2003 pour des montants respectifs, en valeur 31 décembre 2001, de 113 millions d'euros et 322 millions d'euros.

26 LITIGES

Litiges

Le 28 mars 2001, Dunn Industrial Group, Inc. (Dunn Industrial) a assigné Lafarge North America et la ville de Sugar Creek, Missouri, devant la Circuit Court du comté de Jackson, Missouri, à Kansas City. Selon Dunn Industrial, maître d'œuvre de la construction de la nouvelle cimenterie de Lafarge North America à Sugar Creek, Missouri, Lafarge North America a augmenté l'importance des travaux qui lui étaient confiés, sans revoir en conséquence les délais de réalisation et le prix qui lui était dû. Dunn Industrial affirme qu'il y a eu rupture du contrat, *quantum meruit*, rupture de la garantie et déclarations inexactes et négligentes, et cherche donc à faire valoir son privilège de construction contre Lafarge North America et contre la ville de Sugar Creek. Il semble que les prétentions de Dunn Industrial s'élèveront à plus de 67 millions de dollars de dommages et intérêts. Toutefois, l'exposition de Lafarge North America dans cette affaire reste encore indéterminée. À ce jour, la Cour n'a fait qu'examiner si les points soulevés par Dunn Industrial devaient être réglés par voie d'arbitrage ou de justice. Lafarge North America a fait appel de la décision en première instance de la Cour selon laquelle Dunn Industrial pouvait continuer la procédure sans commencer par l'arbitrage. La Cour d'appel doit se prononcer sur sa demande. Lafarge North America a l'intention de présenter une défense vigoureuse.

La Commission européenne poursuit son enquête sur l'industrie plâtrière en Europe. Le 20 avril 2001, une communication de griefs a été adressée au groupe ainsi qu'à quatre autres producteurs de plâtre, à propos de l'éventuelle existence d'une entente sur les prix sur le marché de la plaque de plâtre en Europe. La communication de griefs est une des étapes dans la procédure prévue à l'Article 81 du Traité de l'Union européenne, qui interdit les ententes et autres pratiques illicites.

Cette communication ne donne pas d'indications sur l'issue de l'enquête, les sociétés concernées ayant la possibilité de répondre aux objections de la Commission, de consulter ses dossiers et de demander une audition. Le groupe a répondu à la communication de griefs et a participé à l'audition en contestant vigoureusement tout agissement fautif de ses filiales. Aucune décision n'a été prise à ce jour par la Commission dans le cadre de cette enquête.

Environnement

Aux Pays-Bas, une ancienne filiale du groupe, Tollens Coatings B.V., est l'un des défenseurs à l'action intentée en 1990 par le gouvernement en raison du déversement de certains déchets dans le canal de Lekkerker, entre 1968 et 1971. À cette époque, Tollens Coatings B.V. avait une usine de fabrication de peinture et avait chargé une autre société de transporter et d'éliminer les déchets produits par l'usine. Le gouvernement réclame 160 000 000 florins de dédommagement, plus les intérêts. Tollens Coatings B.V. soutient qu'elle n'a pas donné l'ordre à la société en cause de jeter les déchets dans le canal Lekkerker et qu'elle n'était pas au courant de ses agissements. Avec l'accord des parties, la procédure, qui est toujours au stade de la première instance, a été renvoyée plusieurs fois par le tribunal, étant précisé que depuis fin 1993 aucun acte n'a été déposé. En juillet 2001, l'État néerlandais a procédé à un nouvel acte interruptif de la prescription, sans autre action. Le litige reste donc pendant à ce jour. Tollens Coating B.V. a été cédée avec la branche Matériaux de Spécialités. Cependant, dans le cadre de l'accord de cession, le groupe a garanti les acquéreurs contre toute conséquence financière éventuelle de ce litige.

Enfin, certaines filiales, dans le cours normal de leurs affaires, font l'objet de litiges et de réclamations de la part de tiers. Le règlement de ces situations devrait intervenir sans incidence significative sur l'activité, le patrimoine, la situation financière ou les résultats du groupe.

27 OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions avec les sociétés mises en équivalence ne sont pas significatives sur l'exercice 2001. Les opérations réalisées par le groupe avec les autres parties liées le sont à des conditions normales de marché similaires à celles qui sont consenties à des groupes d'importance équivalente.

En relation avec l'acquisition de BCI le 11 juillet 2001, Lafarge S.A. a donné à Lafarge North America (anciennement Lafarge Corporation) le droit d'acheter certaines activités de ciment et de matériaux de construction en Amérique du Nord qui appartenaient à BCI. L'option d'achat sur ces actifs est exercable entre le 1^{er} juillet 2002 et le 31 décembre 2004 pour un prix de 1 400 millions de dollars américains, sujet à certains ajustements à la date d'acquisition. Par ailleurs, Lafarge North America a reçu de Blue Circle North America le mandat de gérer, moyennant rémunération, les actifs visés ci-dessus à compter du 11 juillet 2001 jusqu'au 31 décembre 2002.

28 CHARGES DE PERSONNEL ET RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

(a) Effectif et charges de personnel

	Au 31 décembre		
	2001	2000	1999
Cadres	10 811	7 546	8 539
Non cadres	72 081	58 407	62 406
Total des effectifs	82 892	65 953	70 945
<i>(en millions d'euros)</i>	Exercices clos le 31 décembre		
	2001	2000	1999
Charges de personnel	2 550	2 253	1 892

(b) Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre		
	2001	2000	1999
Conseil d'administration*	0,6	0,5	0,4
Direction	8,6	8,1	8,1
Total	9,2	8,6	8,5

* Jetons de présence

29 PRINCIPALES DIVERGENCES ENTRE LES PRINCIPES COMPTABLES DU GROUPE ET LES NORMES AMÉRICAINES

Du fait de la cotation de ses actions aux États-Unis, le groupe Lafarge établit des comptes selon le référentiel comptable des États-Unis et dépose auprès de la "Securities and Exchange Commission" (SEC) un document "Form-20F" reprenant les comptes publiés en France ainsi qu'un tableau de réconciliation rapprochant le résultat net et les capitaux propres établis en principes comptables français de leurs équivalents en principes comptables américains.

Du fait des délais de publication des comptes français, les comptes du groupe établis selon le référentiel américain ne sont pas disponibles au moment du dépôt du document de référence auprès de la COB. Les principales différences relatives au compte de résultat et aux capitaux propres entre ces deux jeux de compte concernent principalement les méthodes de comptabilisation des écarts d'acquisition négatifs, l'amortissement des positions commerciales, les regroupements d'entreprises dans les pays à forte inflation, les provisions pour restructuration, les provisions pour pertes de change, les provisions pour réaménagement de sites, les plans de stock options pour les salariés, les plans d'attribution d'actions aux salariés, les titres de placement et l'amortissement de l'écart d'acquisition de Blue Circle Industries Plc (BCI). L'écart d'acquisition résultant de l'acquisition de BCI par le groupe, le 11 juillet 2001, n'est pas amorti en normes américaines, mais sera soumis régulièrement à des tests de dépréciation.

Les tableaux de réconciliation entre le résultat et la situation nette entre les deux référentiels pour l'exercice 2001 font partie du document 20-F qui sera déposé auprès de la Securities Exchange Commission (SEC) le 30 avril 2002. Ils seront disponibles sur le site Internet du groupe : www.lafarge.com et sur demande des actionnaires au siège du groupe.

30 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Pays Sociétés	Branches					Méthode de consolidation et pourcentages au 31/12/2001		
	Ciment	Granulats et Béton	Toiture	Plâtre	Autres	Méthode	% Contrôle	% d'intérêts
Afrique du Sud								
Lafarge South Africa Limited	■	■				Globale	100,00	100,00
Lafarge Roofing South Africa			■			Globale	100,00	100,00
Allemagne								
Lafarge Zement GmbH	■	■				Globale	100,00	100,00
Lafarge Gips GmbH				■		Globale	100,00	100,00
Lafarge Roofing GmbH			■			Globale	100,00	100,00
Lafarge Dachsysteme GmbH			■			Globale	100,00	100,00
Lafarge Roof System Components GmbH & Co			■			Globale	100,00	100,00
RuppKeramik GmbH			■			Globale	100,00	100,00
Schiedel GmbH & Co			■			Globale	100,00	100,00
Kloeber GmbH & Co KG			■			Globale	100,00	100,00
Amérique du Nord								
Lafarge Canada	■	■		■		Globale	54,26	53,92
Lafarge Corporation	■	■		■		Globale	54,26	53,92
Carmeuse North America					Chaux	Equivalence	40,00	40,00
Monier Inc			■			Globale	100,00	100,00
Lafarge Road Marking System					Applications Routières	Globale	100,00	100,00
Blue Circle North America	■	■				Globale	100,00	99,76
Bulk Materials Inc	■					Equivalence	47,55	47,55
Argentine								
Durlock S.A.				■		Proportionnelle	40,00	40,00
Australie								
Pioneer Plasterboard				■		Globale	100,00	100,00
Autriche								
Lafarge Perlmooser AG	■	■				Globale	100,00	98,00
Schiedel Kaminwerke GmbH			■			Globale	100,00	100,00
Bramac Dachsysteme International GmbH			■			Proportionnelle	50,00	50,00
Ziegelwerke Gleinstätten GmbH & Co KG			■			Equivalence	25,00	25,00
Bengladesh								
Lafarge Surma Cement	■					Globale	100,00	100,00
Bosnie								
Schiedel Sistemi Dimnjaka d.j.l			■			Globale	100,00	100,00
Brésil								
Companhia Nacional de Cimento Portland	■					Globale	99,75	99,75
Concrebras	■	■				Globale	100,00	90,83
Gipsita SA Mineração, Industria E comercio				■		Proportionnelle	60,00	60,00
Cimento Tupi S.A.	■					Equivalence	20,00	19,95
Lafarge Roofing Brazil Ltd			■			Globale	100,00	100,00
Bulgarie								
Bramac Sistemi EOOD			■			Proportionnelle	50,00	50,00
Cameroun								
Cimenteries du Cameroun	■					Globale	56,73	56,73

Pays Sociétés	Branches					Méthode de consolidation et pourcentages au 31/12/2001		
	Ciment	Granulats et Béton	Toiture	Plâtre	Autres	Méthode	% Contrôle	% d'intérêts
Chili Sociedad Industrial Romeral S.A. Empresas Melon SA	■	■		■	Mortiers	Proportionnelle Globale	40,00 84,21	40,00 84,01
Chine Beijing Chinafarge Cement Limited Liability Company Beijing Ycheng Lafarge Concrete Lafarge Onoda Gypsum in Shanghai Dujiangyan Lafarge Roofing System China Ltd	■	■		■		Globale Globale Proportionnelle Globale Globale	65,00 76,71 50,00 75,00 100,00	56,79 67,03 24,54 65,53 100,00
Corée Lafarge Buycksan Gypsum Lafarge Halla Cement	■			■		Proportionnelle Proportionnelle	65,86 39,90	49,70 39,90
Danemark Lafarge Braas Damsk Tag A/S			■			Globale	100,00	100,00
Egypte Beni Suef Cement Company Alexandria Portland Cement Company	■					Proportionnelle Proportionnelle	47,50 50,00	47,50 37,82
Espagne Lafarge Asland SA Texsa SA Yesos Ibericos Cementos Molins Redland Ibérica SA	■	■		■	Mortiers	Globale Globale Equivalence Equivalence Equivalence	99,62 100,00 40,69 40,91 47,00	98,95 100,00 40,69 40,48 47,00
Finlande Lafarge Roofing Ormax Katot Oy			■			Globale	100,00	100,00
France et Outre-mer Lafarge Ciments Société des Ciments Antillais Lafarge Bétons Lafarge Granulats Lafarge Plâtres MATERIS Lafarge Couverture SA	■	■		■	Matériaux de spécialité	Globale Globale Globale Globale Globale Equivalence Globale	100,00 69,16 100,00 100,00 100,00 33,36 100,00	100,00 69,16 100,00 100,00 100,00 33,36 100,00
Grèce Hellamat Heracles General Cement	■	■				Globale Globale	100,00 53,17	100,00 53,04
Honduras Industria Cementera Hondurena	■					Globale	53,00	52,44
Inde Lafarge India Ltd	■					Globale	73,13	73,13
Indonésie P.T. Semen Andalas Indonesia P.T. Lafarge Roofing Indonesia P.T. Petrojaya Boral Plasterboard Indonesia	■		■	■		Globale Globale Proportionnelle	87,66 100,00 50,00	85,07 100,00 42,90

Pays Sociétés	Branches					Méthode de consolidation et pourcentages au 31/12/2001		
	Ciment	Granulats et Béton	Toiture	Plâtre	Autres	Méthode	% Contrôle	% d'intérêts
Irlande Lafarge Plasterboard Ireland Ltd Redland Tile and Brick Ltd				■		Globale Globale	100,00 100,00	100,00 100,00
Italie Lafarge Adriasebina Lafarge Gessi SpA Lafarge Roofing Italia SpA	■	■		■		Globale Globale Globale	100,00 100,00 100,00	98,95 100,00 100,00
Japon Lafarge Braas Roofing Japan Co. Ltd ASO Cement			■			Globale Equivalence	60,94 39,40	60,94 22,46
Jordanie Jordan Cement Factory	■					Globale	47,52	47,52
Kenya Bamburi Cement Ltd	■					Globale	73,31	57,68
Malaisie Lafarge Roofing Malaysia Sdn Bhd Associated Pan Malaysia Cement Sdn Bhd Kedah Cement Sdn Bhd Supermix concrete Malaysia Sdn Bhd Boral Plasterboard Malaysia			■			Globale Globale Globale Globale Proportionnelle	100,00 100,00 77,41 70,00 50,00	100,00 60,73 47,02 37,50 30,03
Malawi Portland Malawi	■					Globale	75,20	75,20
Maroc Lafarge Maroc	■	■				Globale	50,00	51,11
Mexique California Clay Tile de Mexico S.A. de C.V. Cemento Portland Blanco de Mexico			■			Equivalence Globale	50,00 100,00	50,00 98,95
Nigeria West African Portland Cement Company	■					Globale	50,01	49,89
Norvège Lafarge Roofing Norske Tak AS			■			Globale	100,00	100,00
Ouganda Hima Cement Ltd	■					Globale	100,00	69,89
Pays-Bas Gyvlon BV Lafarge Gips BV Lafarge Dakproducten BV				■		Globale Globale Globale	100,00 100,00 100,00	100,00 100,00 100,00
Philippines Lafarge Philippines CPAC Monier Philippines Inc. Republic Cement Corporation Boral Philippines	■		■			Globale Proportionnelle Globale Proportionnelle	100,00 50,00 95,79 50,00	100,00 50,00 95,58 42,90
Pologne Lafarge Polska Spolka Akcyjna Braas Polska Sp z o,o Rupp Ceramika Polska Sp z o,o Lafarge Gips Polska	■	■				Chaux Globale Globale Globale Globale	77,57 100,00 100,00 100,00	76,02 100,00 100,00 100,00

Pays Sociétés	Branches					Méthode de consolidation et pourcentages au 31/12/2001		
	Ciment	Granulats et Béton	Toiture	Plâtre	Autres	Méthode	% Contrôle	% d'intérêts
République tchèque Cizkoviccká Cementárna a.s,	■	■				Globale	96,37	94,48
Roumanie Lafarge Romcim SA	■	■			Chaux	Globale	92,54	71,40
Royaume-Uni Lafarge Redland Aggregates Ltd Lafarge Plasterboard Ltd Redland Roofing Systems Ltd Blue Circle Industries Plc		■		■	Chaux	Globale Globale Globale Globale	100,00 100,00 100,00 99,76	100,00 100,00 100,00 99,76
Russie OAO Voskresensk cement OOO Braas DSK 1	■			■		Globale Globale	83,85 67,10	83,85 67,10
Singapour Blue Circle Materials Singapore Supermix Singapore Boral Singapore	■	■		■		Globale Globale Proportionnelle	100,00 51,00 50,00	60,73 30,98 30,03
Suède Orebrö Kartongbruck AB Lafarge Roofing Scandinavia AB				■		Globale Globale	100,00 100,00	100,00 100,00
Suisse Cementia Trading Ltd AG Marine Cement Ltd Braas Schweiz AG	■ ■			■		Globale Globale Globale	96,72 100,00 100,00	96,72 98,41 100,00
Tanzanie M'Beya	■					Globale	58,01	58,01
Thaïlande Lafarge Prestia Co. Ltd CPAC Roof Tile Co. Ltd Siam Gypsum Industry				■ ■		Proportionnelle Equivalence Proportionnelle	50,00 24,90 50,00	42,90 24,90 30,46
Turquie Lafarge Aslan Cimento AS Agretas Agregada Insaat San, ve Tic, AS Dalsan Alçy AS Lafarge Entegre Harç Sanayi ve Ticaret AS Lafarge Cati Cozumleri San. ve Tic. A.S.	■ ■	■ ■		■	Mortiers/ Chaux	Globale Globale Proportionnelle Proportionnelle Globale	96,84 100,00 50,00 50,00 100,00	95,55 99,58 50,00 50,00 100,00
Ukraine Mykolaivcement	■					Globale	98,10	98,10
Venezuela Fabrica Nacional de Cementos Cementos Catatumbo CA Induconagre	■ ■		■			Globale Equivalence Globale	61,14 23,32 100,00	60,55 23,32 60,55
Vietnam Supermix concrete Co Ltd		■				Globale	70,00	23,64
Zambie Chilanga	■					Globale	84,00	84,00
Zimbabwe Circle Cement	■					Globale	76,45	76,27

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS**Exercice clos le 31 décembre 2001**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Lafarge établis en euros relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2001, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés, établis conformément aux règles et principes comptables applicables en France, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

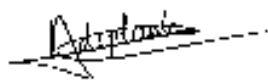
Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport de gestion du groupe, conformément aux normes de la profession applicables en France. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 28 février 2002

Les commissaires aux comptes

Deloitte Touche Tohmatsu

Arnaud de Planta



Jean-Paul Picard



Cogerco Flipo

Henri Lejetté

